

GROUPE CASINO

ECO RESPONSABLE

DE LA DÉFORESTATION







## TABLE DES MATIÈRES

I. RÉSUMÉ .....	7
I. LISTE DES ABBRÉVIATIONS ET DÉFINITIONS .....	9
II. INTRODUCTION : EN 2020, PLUS D'EXCUSE POUR NE PAS PROTÉGER LES DERNIÈRES FORÊTS DANS LES PAYS LES PLUS RICHES EN BIODIVERSITÉ .....	11
A. La biodiversité s'effondre dans les pays mégadivers : déforestation et élevage de bœuf sur la ligne de front .....	11
B. Une enquête pour identifier des cas de déforestation dans la chaîne d'approvisionnement de bœuf du groupe Casino .....	12
C. De nombreuses stratégies contre la déforestation, de faibles résultats sur le terrain .....	13
D. Le devoir de vigilance, ou comment s'assurer légalement qu'un « engagement durable » est concrètement mis en place .....	14
III. LA FILIÈRE BOVINE, PRINCIPAL MOTEUR DE LA DÉFORESTATION AU BRÉSIL .....	15
A. Une production importante pour une consommation locale .....	15
A.1. Une production de plus en plus localisée au cœur de l'Amazonie .....	15
A.2. Une très forte consommation locale, assurée par les grossistes .....	16
B. La filière bovine, cheffe de file de la dynamique de déforestation .....	16
B.1. Responsabilité de la filière bovine dans la déforestation .....	16
B.2. La chaîne d'approvisionnement du bœuf au Brésil .....	17
B.3. Quelques abattoirs majeurs dirigent la filière bovine .....	18
B.4. Décalage entre les accords conclus et la réalité de la déforestation .....	19
C. La responsabilité des grands distributeurs de viande bovine .....	20
D. Différents outils permettent de tracer les animaux jusqu'aux fermes indirectes .....	22
D.1. VISIPEC, un outil capable d'atteindre les fournisseurs indirects .....	23
D.2. La certification bovine, un outil efficace mais trop marginal .....	24
D.3. Autres groupes de travail .....	24
D.4. Les initiatives du gouvernement : menaçantes ou menacées .....	25
D.5. L'intensification de l'élevage, une solution pour déconnecter le bœuf de la déforestation .....	25
IV. EN COLOMBIE, IL EST IMPOSSIBLE DE SAVOIR D'OÙ PROVIENT LE BŒUF .....	26
A. Quand déforestation et élevage bovin ne font qu'un ! .....	26
A.1. 18 kilos de viande par personne et par an en Colombie .....	26
A.2. Un lien clair entre déforestation et élevage .....	26
B. Une chaîne d'élevage fragmentée .....	27
B.1. Une multitude de phases et d'intermédiaires .....	27
B.2. Les principaux acteurs de la commercialisation .....	28
C. Des outils de contrôle défaillants qui empêchent la traçabilité .....	29
D. La responsabilité du Groupe Éxito/Casino .....	30



<b>V. CASINO, UN ACTEUR FRANÇAIS LIÉ À LA DÉFORESTATION DANS LES PAYS LES PLUS RICHES EN BIODIVERSITÉ AU MONDE</b> .....	<b>32</b>
<b>A.</b> Le double jeu de Casino ; France vs Amérique du Sud .....	<b>32</b>
<b>A.1.</b> D'importants revenus issus de l'Amérique du Sud et une image "tendance" en France .....	<b>32</b>
<b>A.2.</b> La marque propre de Casino, une stratégie sur les produits frais et la boucherie .....	<b>34</b>
<b>B.</b> Des engagements déséquilibrés et non alignés avec les enjeux sur la chaîne d'approvisionnement du groupe Casino .....	<b>34</b>
<b>VI. DE NOMBREUX PRODUITS ISSUS DE LA DÉFORESTATION DANS LES MAGASINS DU GROUPE CASINO AU BRÉSIL</b> .....	<b>38</b>
<b>A.</b> Une méthodologie d'échantillonnage des ventes du groupe Casino .....	<b>38</b>
<b>A.1.</b> Au Brésil, différents partenaires et sources de données confirment la connexion entre le groupe Casino, le secteur du bœuf et la déforestation .....	<b>38</b>
<b>A.2.</b> La méthodologie d'investigation développée avec nos partenaires brésiliens .....	<b>40</b>
<b>B.</b> Comment des produits issus de la déforestation sont vendus par le groupe Casino .....	<b>43</b>
<b>B.1.</b> Une diversité de cas de déforestation liés au groupe Casino .....	<b>43</b>
<b>B.1.1.</b> Des distributeurs jusqu'aux abattoirs .....	<b>46</b>
<b>B.1.2.</b> Des abattoirs jusqu'aux fermiers ayant enfreint les lois .....	<b>47</b>
<b>B.1.3.</b> Zoom sur l'invasion d'un territoire autochtone par une ferme fournissant un magasin Assai de GPA/Casino .....	<b>56</b>
<b>VII. 2020, C'EST LE TEMPS DE L'ACTION ! LE GROUPE CASINO DOIT APPORTER PLUS DE DURABILITÉ DANS SA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT</b> .....	<b>59</b>
<b>A.</b> L'impact potentiel du groupe Casino sur les écosystèmes naturels d'Amazonie brésilienne en 2019 .....	<b>59</b>
<b>B.</b> Les demandes d'Envol Vert à Casino : mettre en place des actions concrètes et immédiates à la hauteur des enjeux .....	<b>61</b>
<b>C.</b> Adopter des mesures robustes dès maintenant .....	<b>62</b>
<b>D.</b> Rendre compte publiquement des progrès effectués .....	<b>65</b>
<b>VIII. CONCLUSION</b> .....	<b>66</b>
<b>IX. REMERCIEMENTS</b> .....	<b>69</b>
<b>X. RÉFÉRENCES</b> .....	<b>70</b>





## I. RÉSUMÉ

Le Brésil et la Colombie ont de nombreux points communs. Avec respectivement **la première et la deuxième plus importante biodiversité mondiale**, ils sont tous les deux des pays dits « mégadivers ».

Ce sont aussi les tristes champions de la déforestation : ils sont le premier et le quatrième pays avec le plus de destruction de forêts tropicales au monde pour l'année 2018. Depuis quelques années, ils détiennent un autre funeste record : celui du plus grand nombre de militants écologistes assassinés. Afin de les protéger, certaines sources à l'origine de ce rapport ne seront donc pas divulguées ici.

Dans ces deux pays, **la déforestation est principalement causée par l'élevage de bétail**. Celui-ci est responsable de 80% de la déforestation dans le Cerrado brésilien et le biome amazonien, et de 70% de la déforestation en Colombie.

**Enfin dans ces deux pays**, un distributeur français de renom est **le numéro un** sur le marché de la distribution : le **groupe Casino**. Il détient 15% du marché de la distribution au Brésil avec Grupo Pão de Açúcar (GPA) et 43% en Colombie avec Éxito.

En partenariat avec plusieurs organisations colombiennes et brésiliennes, Envol Vert, une association française basée en Amérique du Sud, a décidé d'enquêter sur la chaîne d'approvisionnement du groupe Casino au Brésil et de mieux comprendre la traçabilité du marché bovin en Colombie.

**Après une année d'enquête**, Envol Vert démontre pour la première fois l'existence de

liens concrets entre **4 fermes impliquées dans la déforestation illégale** et des produits vendus dans les supermarchés du groupe Casino au Brésil. Dans ces fermes, 4 497 ha de déforestation liée au pâturage de bœufs ont été identifiés en lien avec la chaîne d'approvisionnement du groupe. La viande issue de ces élevages, connectés directement et indirectement aux abattoirs fournissant le groupe Casino, est vendue dans **les étals de boucherie de 2 magasins et dans 54 produits proposés dans 10 magasins**.

De plus, l'une des fermes identifiées lors de l'enquête est **responsable de la destruction de forêts dans la réserve autochtone** d'Apyterewa. La surface déboisée de cette réserve protégée a été multipliée par plus de 4 en 2019.

L'enquête a également révélé des relations entre des abattoirs approvisionnant le groupe Casino et des fermes déjà identifiées dans les rapports "Rapid-response" de Mighty Earth sur le bétail. En effet, ce n'est pas la première fois que le groupe Casino est appelé à l'ordre : en 2019, Chain Reaction Research identifiait des liens entre 5 abattoirs à haut-risque (selon l'Amazonie) et le groupe GPA/Casino. En 2020, Mediapart dénonçait qu'au moins une usine JBS fournissant GPA/Casino continuait à détruire la forêt amazonienne.

Les résultats obtenus constituent la preuve que le **groupe Casino ne traite pas le problème majeur des fermes indirectes** (fermes d'un niveau plus éloigné dans la chaîne d'approvisionnement), et qu'il ne **fournit pas non plus de garanties quant aux pratiques des fermes**





**directes.** Ces résultats sont en contradiction avec les engagements pris par le groupe dans son plan d'action au regard de la LOI n° 2017-399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre.

En Colombie, les outils nationaux existants ne permettent pas de suivre la viande de la naissance du bétail à l'assiette. Les animaux passent par plusieurs fermes, et l'important nombre d'intermédiaires complique la traçabilité du fait du regroupement des animaux pour leur transfert. Les intermédiaires ne sont généralement pas connus, et par conséquent les conditions d'élevage comme la déforestation non plus. **Éxito/Casino, malgré sa position de leader majoritaire en Colombie, n'apporte pas de garantie supplémentaire** pour la viande vendue dans ses magasins.

Le groupe Casino mène un double jeu qui montre toute son incohérence. Il est en même temps un des leaders des ventes de produits alimentaires bio en France et **le premier distributeur à avoir lancé des magasins 100% vegan/bio** à Paris alors qu'en parallèle il est responsable de dommages environnementaux en Amérique du Sud. Cette incohérence ne s'arrête pas là. En effet, il enregistre, pour la première fois en 2019, la plus grande partie de son chiffre d'affaire (47%) en Amérique du Sud, avec notamment une croissance de 9,2%. **L'Amérique du Sud c'est « banco » pour Casino, moins pour les forêts !**

Alors que des solutions technologiques et des outils efficaces existent, le groupe Casino n'a

aucune excuse pour ne pas s'assurer que toute la viande qu'il distribue, même celle issue de fermes indirectes, n'est pas liée à des pratiques de déforestation.

Le groupe Casino en tant qu'entreprise française de plus de 5 000 salariés doit respecter **les obligations présentes dans la loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères.** Or, son plan d'action est incomplet : il ne prend pas en compte ni les fermes indirectes ni la Colombie. Et il est par ailleurs insuffisant, comme cette étude l'atteste car il délègue la responsabilité de la surveillance à ses fournisseurs.

La cartographie des risques aurait dû conduire le groupe Casino à mettre en place une politique bien plus robuste de lutte contre la déforestation. Envol Vert a estimé l'impact potentiel du groupe Casino en termes de déforestation juste sur l'Amazonie brésilienne. Rien qu'en 2019, à la vue de sa part de marché au Brésil, c'est 56 000 ha, soit 5 fois la surface de Paris, qui auraient été déboisés par les fermes approvisionnant le groupe.

Dans ces conditions **les moyens mis en œuvre par le groupe sont clairement insuffisants** ce qui explique les nombreux cas de déforestation -illégal de surcroît- identifiés sur la chaîne d'approvisionnement du groupe Casino au Brésil.



## LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DÉFINITIONS

**ABIEC** : Associação Brasileira das Indústrias Exportadoras de Carnes (Association brésilienne des industries exportatrices de viande).

**Accaparement de terre** : Acquisition de terre par une personne ou des entités - publiques ou privées, étrangères ou nationales, par tous les moyens, « légaux » ou « illégaux » - y compris la persuasion ou la dépossession -, afin d'y établir des cultures pouvant être utilisées pour la bioénergie, le matériel industriel, l'alimentation humaine ou animale, mais aussi pour l'installation d'autres cultures commerciales, pâturages, plantations forestières, extraction de minéraux et d'hydrocarbures, et barrages hydroélectriques. Cela passe par des processus de spéculation intermédiaires, à travers un changement d'affectation des sols qui dégrade progressivement l'état environnemental (forêt) des terres en faveur des pâturages, donnant une plus grande valeur économique aux terres et, finalement une possible formalisation ultérieure du régime foncier.

**Amazonie Légale** : Les États d'Acre, Pará, Amazonas, Roraima, Rondônia, Amapá et Mato Grosso et les régions situées au nord du 13e parallèle S, dans les États de Tocantins et Goiás, et à l'ouest du méridien 44° O, État de Maranhão.

**APP** (Aire Permanente de Préservation) : Aire protégée, couverte ou non de végétation naturelle, ayant pour fonction environnementale de préserver les ressources en eau, le paysage, la stabilité géologique et la biodiversité, de faciliter le flux génétique de la faune et de la flore, de protéger le sol et assurer le bien-être des populations humaines.

**CAR** : Cadastro Ambiental Rural (Cadastre rural environnemental).

**DEU** : Document d'Enregistrement Universel

**Ferme indirecte**: Contrairement à la ferme directe qui est en contact avec l'abattoir, la ferme indirecte fournit la ferme directe ou d'autres fermes indirectes.

**FUNAI** : Fundação Nacional do Índio (Fondation Nationale de l'Indien).

**FARC**: Forces Armées Révolutionnaires de Colombie.

**GRSB** : Global Roundtable for Sustainable Beef (Table ronde mondiale pour un bœuf durable).



**GTA** : Guia de Trânsito Animal (Guide de Transfert Animalier).

**GTFI** : Grupo de Trabalho Fornecedores Indiretos na Pecuária Sustentável (Groupe de travail sur les fournisseurs indirects pour un élevage durable).

**GTPS** : Grupo de Trabalho da Pecuária Sustentável (Groupe de travail sur l'élevage durable).

**IBAMA** : Instituto Brasileiro do Meio Ambiente e dos Recursos Naturais Renováveis (Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables).

**ICA** : Instituto Colombiano Agropecuario (Institut Colombienne d'Agriculture).

**MPF** : Ministério Público Federal (Ministère Public Fédéral).

**Pays mégadivers** : groupe de pays dans lesquels la majorité des espèces végétales et animales présentes sur Terre sont représentées. Ce sont les pays les plus riches en matière de diversité biologique

**Réserves légales** : zone située à l'intérieur d'une propriété ou d'une possession rurale, ayant pour fonction d'assurer l'utilisation économique durable des ressources naturelles du bien rural, d'aider à la conservation et à la réhabilitation des processus écologiques et de promouvoir la conservation de la biodiversité, ainsi que l'abri et la protection de la faune sauvage et de la flore indigène

**SICAR** : Sistema Nacional de Cadastro Ambiental Rural (Système national de cadastre environnemental rural)

**SISBOV** : Serviço Brasileiro de Rastreabilidade da Cadeia Produtiva de Bovinos e Bubalinos (Système brésilien d'identification et de certification de l'origine bovine et bubale)

**TAC** : Termo de Ajustamento de Conduta (Accord d'Ajustement de Conduite)

## II. INTRODUCTION: EN 2020, PLUS D'EXCUSE POUR NE PAS PROTÉGER LES DERNIÈRES FORÊTS DANS LES PAYS LES PLUS RICHES EN BIODIVERSITÉ

### A. LA BIODIVERSITÉ S'EFFONDRE DANS LES PAYS MÉGADIVERS : DÉFORESTATION ET ÉLEVAGE DE BŒUF SUR LA LIGNE DE FRONT

Jour après jour, les liens entre les changements planétaires majeurs et la perte de biodiversité sont de plus en plus évidents (Alkemade et al., 2009). Le WWF rapporte qu'entre 1970 et 2014, les populations de vertébrés - mammifères, poissons, oiseaux, amphibiens et reptiles - ont chuté en moyenne de 60% au niveau mondial (WWF, 2018). La Terre perd sa biodiversité à un rythme égalé uniquement lors des crises d'extinction massive (Ceballos et al., 2015). Cette disparition considérable de la vie sauvage est liée aux activités humaines (WWF, 2018). Diverses régions du monde sont confrontées à une forte réduction de leur biodiversité, cependant ce sont les pays les plus riches en biodiversité qui

sont les plus vulnérables à ce phénomène. Selon une méthodologie qui repose sur le ratio d'espèces de chaque grande famille d'animaux présente dans un pays, la Colombie et le Brésil sont considérés comme les deux pays les plus riches en biodiversité au monde (Mongabay, 2016).

La Colombie abrite une incroyable richesse d'amphibiens et de plantes. On y trouve la plus grande diversité d'espèces d'oiseaux sur Terre ainsi qu'une multitude d'écosystèmes, tous plus divers les uns que les autres.

Le Brésil est le champion de la biodiversité sur Terre. Entre la forêt amazonienne, la forêt atlantique, la savane du Cerrado, le marais du Pantanal et un grand éventail d'autres écosystèmes variés, le Brésil détient le record du monde en termes d'espèces de plantes et d'amphibiens.

Par ailleurs, d'après l'UICN, les changements d'affectation des sols et en particulier la déforestation et la dégradation des écosystèmes, sont les principaux vecteurs de perte de la diversité terrestre (Burkmar et al., 2015). L'impact est énorme dans les pays mégadivers puisque le Brésil et la Colombie sont également les pays avec l'un des plus hauts taux de déforestation.

D'après l'institut Humboldt, la biodiversité colombienne enregistre une baisse moyenne de 18% de sa biodiversité originelle.

« Le plus grand risque est celui de la perte d'habitats naturels, en général liés à l'agriculture et l'élevage extensif » (Institut Humboldt, 2017). Cette perte est directement liée à la déforestation. Selon le WRI, la Colombie est le quatrième pays avec le plus de déforestation en forêt tropicale primaire en 2018 (Weisse and Dow Goldman, 2019). Il est considéré que 10% de l'Amazonie colombienne a déjà été déboisée (Iniciativa Interreligiosa para los Bosques Tropicales, 2019).



Le Brésil est **le chef de file de la déforestation** (selon le WRI et la FAO) et les chiffres officiels ont explosé l'an dernier.

Selon l'INPE, l'Amazonie brésilienne a perdu 10 123 km<sup>2</sup> (soit presque 100 fois la superficie de Paris) en 2019, c'est-à-dire 44% de plus qu'en 2018 (PRODES (Desmatamento), 2020). La situation a encore empiré depuis : entre août 2019 et mai 2020 le taux de déforestation a augmenté de 73% par rapport à la même période un an plus tôt (PRODES (Desmatamento), 2020). Ce sont 6 309 km<sup>2</sup> de forêts qui ont officiellement été détruits au cours de ces 10 mois (PRODES (Desmatamento), 2020).

Enfin, le nombre d'incendies détectés en Amazonie brésilienne légale<sup>1</sup> a augmenté de 71% entre 2018 et 2019 (INPE, 2020b).

## B. UNE ENQUÊTE POUR IDENTIFIER DES CAS DE DÉFORESTATION DANS LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT DE BŒUF DU GROUPE CASINO

Le rôle de l'élevage du bétail dans la déforestation au Brésil a été historiquement promu par de nombreux programmes nationaux. La volonté historique du Brésil a été d'intégrer l'Amazonie au reste du pays et la première étape de colonisation est le plus souvent l'occupation de la terre avec le pâturage pour le bétail. Le Brésil l'a appuyé avec,

par exemple, le développement de l'autoroute transamazonienne (Fearnside, 2005). 52% du territoire initial des savanes du Cerrado a disparu ou a été profondément impacté (MAP-BIOMA, 2017), et l'Amazonie a perdu 20% de ses forêts (WWF, 2020). **Dans les deux cas, l'élevage du bétail est responsable de 80% de cette déforestation** (Yale University, 2020).

Selon l'IDEAM (Institut d'hydrologie, météorologie et études environnementales), les transformations en prairies et l'élevage extensif étaient les causes de 70% de la déforestation entre 2016 et 2017, période pendant laquelle une augmentation de 23% de la déforestation a été constatée (Fundacion Natura Colombia and CDP, 2018).

Sur la base de ces faits déterminants, Envol Vert, une ONG française de protection des forêts agissant en Amérique du Sud, reçoit un soutien important d'organisations locales pour enquêter sur le secteur du bœuf au Brésil. Celles-ci demandent d'inciter les entreprises françaises à améliorer les mesures de leur plan de vigilance, mais aussi de les mettre en œuvre de façon effective.

Cependant, le risque sécuritaire devient élevé dans ces pays. En effet, selon diverses sources (Mongabay, 2019), le Brésil et la Colombie sont respectivement le premier et deuxième pays au monde en termes de militants écologistes tués durant les 2 dernières années (Front Lines Defenders, 2019). Envol Vert qui a pour mission de protéger les forêts a donc choisi d'enquêter sur le groupe français Casino, entreprise internationale présente à la fois en Colombie et au Brésil. L'objectif est d'identifier si dans le cadre de leurs activités sud-américaines (Groupe

Casino, 2020a), les produits à base de bœufs vendus par le groupe sont connectés à des cas de déforestation. Le slogan du groupe Casino est "nourrir un monde de diversité". En tant que principal distributeur dans les pays méga-divers, il devrait donc y incarner ce principe en respectant toutes les biodiversités.

## C. DE NOMBREUSES STRATÉGIES CONTRE LA DÉFORESTATION, DE FAIBLES RÉSULTATS SUR LE TERRAIN

**A**u cours des dernières années, diverses stratégies ont été déployées pour arrêter la déforestation. Cela a débuté par des solutions de marché telles que les certifications (Lima et al., 2006). Puis ont été mis en place les engagements volontaires mondiaux tels que la déclaration de New York. Cet accord visait à **réduire de moitié la déforestation tropicale avant 2020 et à l'arrêter complètement avant 2030** (New York Declaration on Forest, 2014). Cinq ans plus tard, il y a peu de preuves que ces objectifs soient en bonne voie, et atteindre les objectifs NYDF de 2020 est considéré impossible (Schulte et al., 2019).

En juin 2019, un consortium d'ONG soutenu par divers acteurs clés (Natural Wildlife Federation, World Wildlife Fund, RainForest Alliance) a publié la première version de l'Accountability Framework Initiative : un ensemble de normes et de directives communes pour mettre en place et suivre les en-

gagements éthiques des entreprises dans leur chaîne d'approvisionnement (Accountability Framework Initiative, 2016).

Au XXI<sup>ème</sup> siècle, il existe de nombreux outils et solutions qui permettent aux entreprises d'arrêter de s'approvisionner à partir de sources responsables de la destruction de forêts. Global Forest Watch (Global Forest Watch, 2020b) permet de suivre la déforestation et les alertes d'incendies dans la chaîne d'approvisionnement ; Trase (Trase, 2020) assure la traçabilité des produits des municipalités aux ports ; Visipec (National Wildlife Federation, 2020) fournit des informations sur les fermes indirectes dans la plupart des États brésiliens déforestés. Mighty Earth a même mis en place un système d'alerte mensuelle afin de repérer la déforestation dans les fermes et d'identifier les abattoirs qui y sont liés (Mighty Earth, 2020).

Cependant, malgré toutes ces solutions et tous les outils disponibles, les résultats des entreprises sur le terrain se heurtent à la réalité : la déforestation augmente dans les pays les plus riches en biodiversité (Weisse and Dow Goldman, 2019).

<sup>1</sup> Voir définition page 5





**Infographie 1 :** Risques en cas d'une déforestation trop importante  
**Source :** Envol Vert

Les engagements sont pris, les solutions existent mais les résultats ne suivent pas. Il manque donc la volonté. Envol Vert n'accepte pas de nouveaux engagements mondiaux sans que ceux-ci précisent les **actions concrètes contraignantes** devant être prises par les acteurs les plus responsables de la déforestation.

### D. LE DEVOIR DE VIGILANCE, OU COMMENT S'ASSURER LÉGALEMENT QU'UN « ENGAGEMENT DURABLE » EST CONCRÈTEMENT MIS EN PLACE

En France, une réglementation inédite a été établie : le devoir de vigilance (Gouvernement Français, 2017) (LOI n°2017-399). Pour la première fois, une loi nationale aborde les effets nuisibles des sociétés multinationales sur les droits de l'Homme et de l'Environnement, y compris la déforestation. Cette loi crée des obligations contraignantes pour les entreprises et permet des recours juridiques pour les victimes. Les sociétés mères doivent identifier les risques et prendre des mesures adéquates afin de prévenir efficacement toutes violations - environnementales ou des droits de l'Homme -, dans leurs chaînes d'approvisionnements. Cette loi s'applique à toutes leurs filiales, tous leurs fournisseurs et sur tous les territoires, même hors de France.



## III. LA FILIÈRE BOVINE, PRINCIPAL MOTEUR DE LA DÉFORESTATION AU BRÉSIL

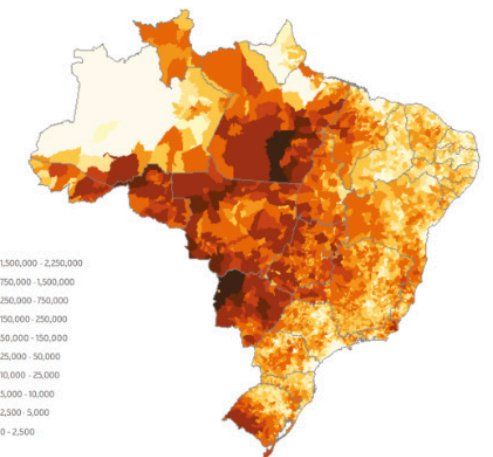
### A. UNE PRODUCTION IMPORTANTE POUR UNE CONSOMMATION LOCALE

#### A.1. UNE PRODUCTION DE PLUS EN PLUS LOCALISÉE AU CŒUR DE L'AMAZONIE

Selon le rapport annuel sur le bœuf de l'ABIEC (Association brésilienne des exportateurs de bœuf) de 2020 (ABIEC, 2020) qui présente les données globales du secteur, le Brésil est le deuxième producteur mondial de viande bovine juste derrière les États-Unis. Sa production totalisait 10,49 millions de tonnes équivalent-carcasse (TEC) en 2019. Il est par ailleurs le premier pays exportateur de produits à base de viande bovine avec 17,43% des exportations mondiales (ABIEC, 2020).

Au Brésil, la filière bovine est une activité économique majeure qui représente 8,5% du Produit Intérieur Brut (PIB) (ABIEC, 2020). Le cheptel bovin du Brésil a d'ailleurs très fortement augmenté au cours des dernières décennies, passant de 158 millions de têtes en 1994 (Kuepper et al., 2018) à près de 214 millions en 2019 (ABIEC, 2020).

La carte n°1 (voir ci-dessous) indique les zones principales d'élevage ; elles sont localisées dans le centre du pays mais force est de constater qu'elles progressent au fil des années en direction du centre de l'Amazonie. En effet, 54,35% du bétail se situe dans 5 États : Mato Grosso, Goiás, Mato Grosso do Sul, Minas Gerais et Pará mais les États connaissant la plus forte augmentation de leur cheptel depuis dix années sont Amazonien : Roraima (67,77%), Pará (21,67%) et Rondônia (21,16%) (ABIEC, 2020).



**Carte 1 :** Concentration du cheptel bovin dans les différents États et municipalités du Brésil en 2019  
**Source :** ABIEC, rapport sur le bœuf 2020

Selon l'étude de Concepta McManus et al. menée en 2016, l'élevage bovin s'est étendu vers le Nord de l'Amazonie légale (voir glossaire) durant la période allant de 1974 à 2011 (McManus et al., 2016). En 2016, 99 abattoirs pouvaient s'approvisionner auprès de 390 000 exploitations bovines représentant 93% du cheptel bovin d'Amazonie (Barreto and Pereira, 2017).



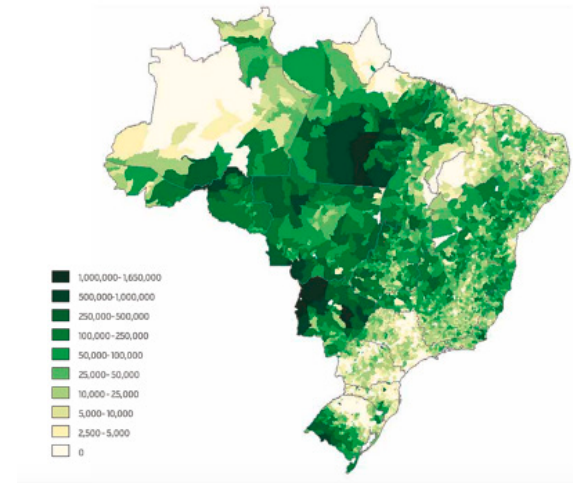
## A.2. UNE TRÈS FORTE CONSOMMATION LOCALE, ASSURÉE PAR LES GROSSISTES

L'Association brésilienne des exportateurs de bœuf indique qu'en 2019, 76,3% de la production de viande bovine au Brésil est consommée localement, ce qui représente une consommation par habitant de plus de 38 kg par an (ABIEC, 2020). Le pays se classe comme le 2ème plus grand consommateur de bœuf au monde.

La production est commercialisée sous forme de viande fraîche (80%), de viande transformée (12%) ou d'abats et autres (8%) (ABIEC, 2020).

La vente aux consommateurs est assurée au Brésil principalement par les réseaux de la grande distribution qui représentent environ 80% du marché brésilien selon le Département de l'agriculture des États-Unis (USDA Foreign Agricultural Service, 2019).

Les cartes ci-dessous mettent en parallèle les zones de pâturage et la répartition du cheptel bovin au Brésil en 2018. Force est de constater qu'il existe une forte similitude entre les deux : ces cartes confirment encore une fois la forte présence de bovins dans le biome amazonien.

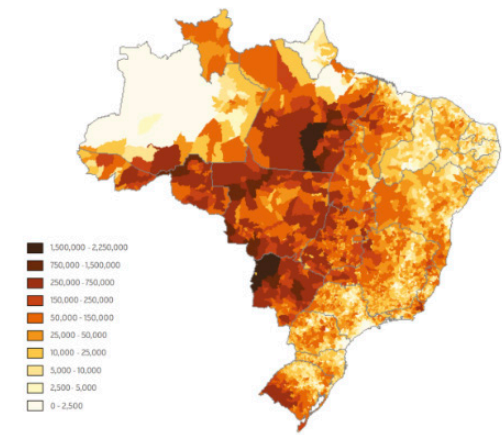


Répartition des pâturages

## B. LA FILIÈRE BOVINE, CHEFFE DE FILE DE LA DYNAMIQUE DE DÉFORESTATION

### B.1. RESPONSABILITÉ DE LA FILIÈRE BOVINE DANS LA DÉFORESTATION

La principale cause de la déforestation dans le monde est l'agriculture extensive à des fins commerciales et de subsistance (Curtis et al., 2018). En Amérique du Sud, c'est plus précisément l'élevage bovin qui a le plus d'impact. Au Brésil, **la part de déforestation imputable à l'élevage bovin est estimée à 63%** (Butler, 2020). Dans le but d'accroître la superficie des pâturages, la forêt est ainsi amputée à un rythme effrayant.



Répartition du cheptel bovin

Carte 2 : Répartition des pâturages et du cheptel bovin par commune  
Source : ABIEC ; 2019

## B.2 LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT DU BŒUF AU BRÉSIL

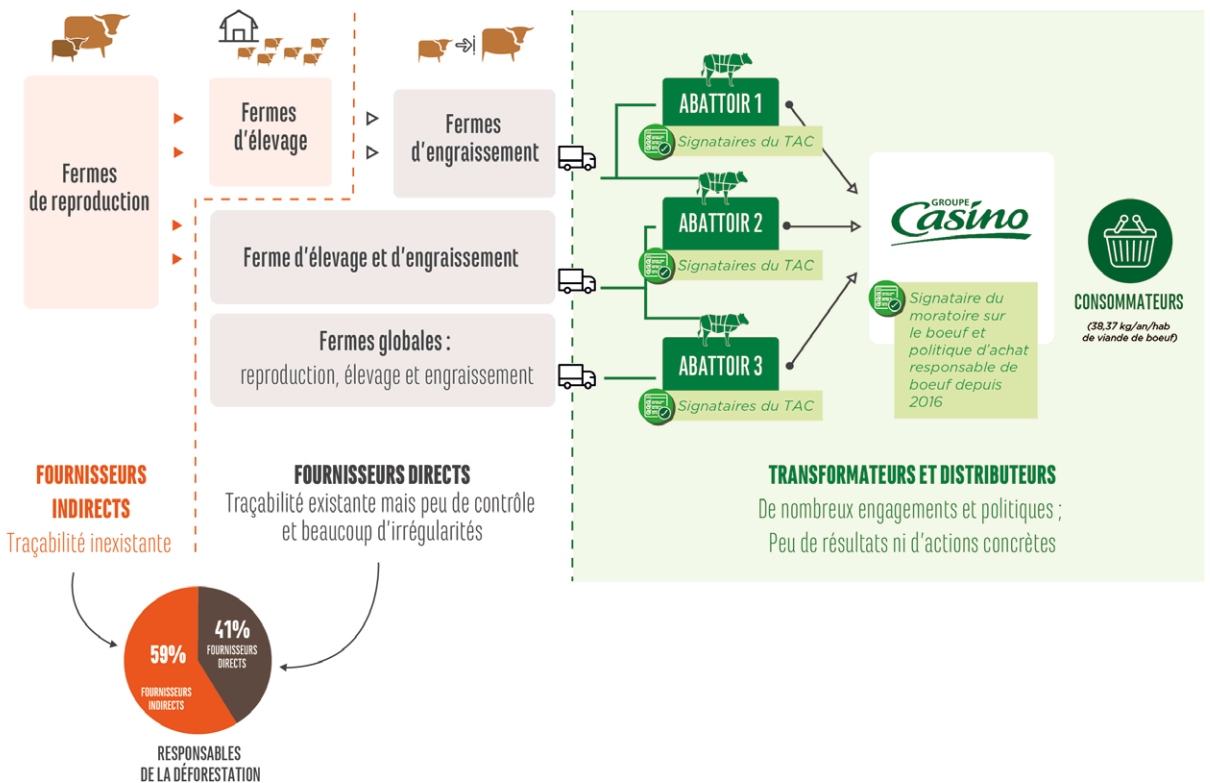
L'organisation de la chaîne d'approvisionnement a sa responsabilité dans la déforestation de l'Amazonie (voir ci-dessous). De multiples acteurs depuis les éleveurs bovins jusqu'aux consommateurs en fin de chaîne sont présents (Gibbs et al., 2016, Barreto and Pereira, 2017, Kuepper et al., 2018). La chaîne logistique peut être divisée en deux parties :

**1.** La production de bœufs pour l'abattage ; elle comprend les fermes de reproduction, les fermes d'élevage et les fermes d'engraissement.

**2.** La transformation de viande et sa commercialisation ; elle comprend les usines de conditionnement de viande et les distributeurs.

L'infographie ci-dessous illustre aussi le peu de maîtrise de la chaîne du bœuf de la part des industriels : **la traçabilité et le contrôle sont réduits à date aux seuls fournisseurs directs.** En effet, les fermes indirectes ne sont mentionnées dans aucun des engagements pris par les industriels (Marfrig, 2010, JBS, 2013, GPA, 2016). Pourtant, dans son rapport de 2018, Chain Reaction Research déclarait que le bétail passait jusqu'à 75% de sa vie dans des fermes indirectes (Kuepper et al., 2018).

## DÉFORESTATION AU SEIN DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT EN BOEUF DU GROUPE CASINO



Infographie 2 : la complexité de la chaîne du bœuf  
Source : Envol Vert



### B.3 QUELQUES ABATTOIRS MAJEURS DIRIGENT LA FILIÈRE BOVINE

Dans la chaîne d'approvisionnement, le lien entre la production et la transformation/distribution est contrôlé par les abattoirs. 130 abattoirs actifs existent en Amazonie légale ce qui représente plus de 90% de la capacité totale d'abattage (Kuepper et al., 2018). Ils sont enregistrés à un niveau municipal, fédéral ou national et font donc l'objet d'inspections de la part des administrations concernées, comme par exemple le SIF (Barreto and Pereira, 2017).

Cette activité d'abattage importante dans la chaîne du bœuf est contrôlée par trois grandes entreprises (JBS, Marfrig et Minerva) qui détiennent à elles seules 70% de la capacité totale d'abattage en Amazonie légale (Kuepper et al., 2018). Ces acteurs incontournables disposent par conséquent d'une grande influence sur la filière d'approvisionnement bovine du Brésil et donc sur la déforestation.

	<p>JBS est le leader du secteur et l'un des leaders mondiaux de l'industrie agroalimentaire. Société brésilienne, JBS est présent dans 15 pays (JBS, 2019) et réalise un chiffre d'affaires annuel de 44 milliards de réaux (soit 7,89 milliards d'euros). Sa capacité d'abattage en Amazonie légale est de 34 240 têtes par jour (Kuepper et al., 2018).</p>
	<p>Marfrig est la seconde plus grande entreprise de conditionnement de viande présente en Amazonie avec une capacité d'abattage de 11 800 têtes par jour (Kuepper et al., 2018).</p>
	<p>Minerva est la troisième plus grande entreprise de conditionnement de viande présente en Amazonie avec une capacité d'abattage de 10 000 têtes par jour (Kuepper et al., 2018).</p>

**Table 1 :** Les trois principaux abattoirs brésiliens  
Source : Envol Vert

Ces sociétés sont bien informées du risque lié à la déforestation au sein de leur chaîne d'approvisionnement, puisque cela a été soulevé et publié à plusieurs reprises par des ONG dès 2009 (Greenpeace, 2015, Hurowitz et al., 2019). Des actions en justice ont aussi été menées auprès des éleveurs de bœuf dans le cadre de la lutte contre la déforestation (Lo-

catelli and Aranha, 2017). Anticipant des conséquences néfastes sur leur réputation et le risque financier associé, ces sociétés ont décidé de prendre des engagements pour limiter la déforestation engendrée par leurs activités. Dans son rapport de 2018, l'association Iamazon stipule qu'environ 70% de la viande bovine issue d'élevages situés en Amazonie légale se-

rait transformée par des abattoirs ayant signé des accords afin de lutter contre la déforestation (Barreto and Pereira, 2017). Parmi ces derniers figurent principalement, l'Accord d'Ajustement de Conduite (TAC) avec le Ministère Public Fédéral (MPF) et l'accord avec Greenpeace sur les critères minimum pour les opérations industrielles de bœuf en Amazonie brésilienne (Greenpeace, 2009). Ces accords ont fait suite à des poursuites judiciaires du procureur fédéral (MPF) contre les 4 plus gros abattoirs (JBS, Marfrig, Minerva et Bertin) ainsi qu'une campagne publique de Greenpeace (Locatelli and Aranha, 2017).

### B.4 DÉCALAGE ENTRE LES ACCORDS CONCLUS ET LA RÉALITÉ DE LA DÉFORESTATION

La déforestation en Amazonie et dans d'autres biomes au Brésil a principalement pour but la création de zones de pâturage (FAO, 2011). Par conséquent, la déforestation est présente dans la chaîne du bœuf dès lors que le bétail pâture sur de vastes étendues déboisées.

Signalons dans un premier temps que 30% des abattoirs situés dans l'Amazonie légale n'ont pas signé d'accord et sont de fait responsables d'une partie de la déforestation (Barreto and Pereira, 2017).

**Pour autant**, les entreprises ayant signé les accords TAC (environ 70%) peuvent tout de même être impliquées dans la destruction des forêts (Kuepper et al., 2018), notamment via des systèmes de **dissimulation** ou à travers leurs **fournisseurs indirects**. Mighty Earth révèle dans ses rapports (Mighty Earth, 2020) des cas récents de déforestation en lien avec les principales entreprises de conditionnement de viande et ce, malgré la signature de l'accord. Par exemple Marfrig, Minerva, JBS

et Naturafrig sont concernées par la déforestation de 1 522 ha dans le Mato Grosso depuis 2018 (Mighty Earth, 2019). Ces trois entreprises ont pourtant toutes signées des accords TAC avec le Ministère Public Fédéral. Par conséquent, le **TAC n'est pas un accord suffisant pour lutter contre la déforestation**.

Cet accord est un engagement juridique bilatéral dont le non-respect permet de prendre des sanctions sans poursuite judiciaire. Les abattoirs qui ont signé le TAC (Marfrig, 2010, JBS, 2013) se sont engagés à :

Ne pas acheter de bétail à des fermes directes :

- Situées dans des zones placées sous embargo par le gouvernement (liste disponible sur plusieurs sites internet tels que l'Ibama, ou les agences environnementales de l'État)
- Ayant illégalement déforesté de nouvelles zones après 2009
- Ayant des pratiques s'apparentant à de l'esclavage
- Occupant illégalement des terres autochtones ou des réserves légales
- Faisant l'objet d'une enquête de la justice pour conflit d'occupation de terres

Acheter le bétail uniquement aux fournisseurs qui sont :

- Enregistrés sur le cadastre rural CAR (Cadastro Ambiental Rural)
- En mesure de fournir le Guide de Transit Animal (GTA ; Guia de trânsito animal)

Malgré ces précautions, le TAC n'est pas suffisant pour lutter contre la déforestation, et ce pour deux raisons majeures :

**Premièrement**, il a été démontré que des éleveurs contournent les embargos en utilisant des mécanismes de dissimulation (Gibbs et al., 2016, Barreto and Pereira, 2017). Par



exemple, certains éleveurs louent des fermes sous embargo à d'autres éleveurs, qui sont, eux, bien enregistrés sur le cadastre et ne figurent pas sur les listes d'embargos (Barreto and Pereira, 2017). Ceux-ci sont donc autorisés à vendre leurs animaux aux abattoirs, alors même que certains d'entre eux proviennent d'élevages illégaux.

**Deuxièmement**, la déforestation est encore plus présente chez les fournisseurs indirects. Aujourd'hui, aucune traçabilité permettant de tracer les animaux de leur lieu de naissance jusqu'aux fermes d'engraissement n'est mise en œuvre. Ces fermes d'engraissement reçoivent donc des troupeaux en partie constitués d'animaux élevés illégalement. Ces derniers se retrouvent ensuite mélangés aux autres animaux, puis vendus aux différents abattoirs et donc aux distributeurs.

La National Wildlife Federation déclare que 59% de la déforestation dans la chaîne du bœuf brésilien est causée par les fermes indirectes (National Wildlife Federation, 2020). Cette dynamique de la filière bovine s'explique principalement par la forte rentabilité de cette industrie. En effet, dès lors qu'un secteur est prometteur et offre des perspectives économiques intéressantes, de nouveaux acteurs apparaissent. Ce phénomène est d'autant plus vérifié lorsque les politiques publiques l'encouragent. C'est ce qui s'est produit au Brésil de 1970 à nos jours (McManus et al., 2016). Ainsi l'accaparement des terres et la spéculation foncière sont des facteurs importants pour la rentabilité de l'élevage extensif bovin (Bowman et al., 2012).




## C. LA RESPONSABILITÉ DES GRANDS DISTRIBUTEURS DE VIANDE BOVINE

La part de marché des distributeurs au Brésil est importante. Une étude réalisée en 2019 par l'USDA a montré que la distribution capte la majeure partie du marché dont 80% des ventes alimentaires (nourritures et boissons) (USDA Foreign Agricultural Service, 2019).

Agissant en tant que représentant du consommateur, le secteur de la distribution a un énorme impact et constitue un véritable effet de levier sur la chaîne d'approvisionnement globale. Cela est renforcé par le fait qu'un petit nombre d'entreprises contrôlent la majeure partie du marché. En effet, les trois leaders de la grande distribution représentent environ 38% du marché brésilien (USDA Foreign Agricultural Service, 2019). *Voir tableau 2 ci-contre*

Les acteurs de la grande distribution tendent à commercialiser de plus en plus de produits sous leurs marques propres. La proportion de ces ventes a en effet plus que doublé au Brésil entre 2015 et 2018<sup>2</sup> (ABRAS, 2019) renforçant d'autant plus le pouvoir de la grande distribution sur l'ensemble de la filière bovine brésilienne. Le secteur de la grande distribution a d'ailleurs pris des engagements pour lutter contre la déforestation liée à leur chaîne d'approvisionnement : *Voir tableau 3 ci-contre*

<sup>2</sup> Augmentation de 2.7% en 2015 jusqu'à 6% en 2018

	Carrefour, groupe français de la grande distribution créé en 1959 (Carrefour Group, 2020) est implanté au Brésil depuis 1975. Carrefour a au Brésil un chiffre d'affaires de 56 millions de réaux en 2018.
	Grupo Pão de Açúcar (GPA), filiale du groupe français Casino créé en 1898 (Groupe Casino, 2020c). Le groupe Casino a repris le contrôle de la chaîne de supermarchés brésilienne GPA et de ses filiales Assaí, Extra et Pão de Açúcar en 2012. Grâce à cela, ils sont devenus l'un des leaders de la distribution en Amérique du Sud. GPA a un chiffre d'affaires de 53 millions de réaux en 2018. Cependant le groupe Casino dans son rapport d'activité 2019 indique être devenu le 1 <sup>er</sup> distributeur au Brésil (Groupe Casino, 2019b).
	Grupo Big, anciennement Walmart, l'un des leaders mondiaux de la grande distribution est également implanté au Brésil. Son chiffre d'affaires en 2018 n'a pas été divulgué, mais il était de 28,2 millions de réaux en 2017 (USDA Foreign Agricultural Service, 2019).

**Table 2** : les trois principaux distributeurs brésiliens  
Source : (ABRAS, 2019)

<b>L'engagement de Greenpeace (Greenpeace, 2009) : Minimum Criteria for Industrial Scale Cattle Operations in the Brazilian Amazon Biome.</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>Objectif zéro déforestation dans la chaîne du bœuf : <ul style="list-style-type: none"> <li>- exclure les fournisseurs directs de bœuf qui seraient responsables de déforestation dans le biome amazonien après la date de signature de l'engagement</li> <li>- mettre en place une traçabilité dans un délai de 2 ans après la signature de l'engagement afin d'exclure les fournisseurs indirects qui seraient responsables de déforestation dans le biome amazonien</li> </ul> </li> <li>Exclure les fermes impliquées dans l'invasion de terres autochtones ou des zones de conservation (réserves légales, APP)</li> <li>Exclure les fermes impliquées dans des pratiques s'apparentant à de l'esclavage</li> <li>Exclure les fermes impliquées dans l'accaparement des terres ou dans des conflits liés à l'occupation de terre</li> <li>Mettre en place un système de suivi poussé et une traçabilité</li> <li>Les signataires doivent informer leurs fournisseurs de ces exigences et clarifier que le non-respect de ces critères aura pour conséquence l'exclusion de la liste des fournisseurs</li> </ol>
<b>Le Manifeste pour le Cerrado (Manifesto do Cerrado, 2017)</b>	Le Cerrado Manifesto est un document signé par le groupe GPA/Casino en 2017 (GPA, 2017). Ce manifeste, signé par de nombreuses entreprises internationales, les engage à prendre des actions et des mesures effectives afin de stopper la déforestation dans le Cerrado. En effet, ce biome est hautement affecté par l'expansion de l'agrobusiness, notamment le soja et le bœuf.

**Table 3** : les principaux engagements dans la filière bovine  
Source : Envol Vert selon données publiques



## D. DIFFÉRENTS OUTILS PERMETTENT DE TRACER LES ANIMAUX JUSQU' AUX FERMES INDIRECTES

Au Brésil, il existe de nombreux outils développés afin d'obtenir des informations sur des animaux, des fermes ou des producteurs. Ces outils peuvent aider à obtenir une traçabilité dans la chaîne. Ils sont généralement disponibles publiquement, mais pas forcément accessibles facilement.

Le cadastre rural **CAR (Cadastro Ambiental Rural)** (SICAR, 2020) vise à regrouper sur un site accessible au public les informations relatives à chaque propriété rurale du pays. Il intègre notamment les informations environnementales de chaque propriété, telles que les zones protégées permanentes et les zones légales; l'objectif est de contrôler et de surveiller la planification environnementale et économique du pays. Le CAR, basé sur une déclaration des propriétaires, permet également de participer à la lutte contre la déforestation en s'assurant du respect de certaines lois tel que le code forestier brésilien.

La première étape pour tout propriétaire d'une propriété rurale est de s'enregistrer et d'enregistrer la propriété sur le système.

Cette action est une condition obligatoire de nombreux services gouvernementaux permettant par exemple d'accéder à des financements publics.

L'une des particularités de la législation sur le cadastre est le fait qu'un propriétaire qui possède deux zones contiguës doit les enregistrer sous un seul et unique numéro d'identification CAR (Ministerio do Meio Ambiente, 2014), ce qui permet de lutter contre les mécanismes de dissimulation de l'origine du bétail.

Le deuxième outil disponible pour la traçabilité est le **GTA ou Guia do Trânsito Animal**.

Document clé encadrant chaque transaction de bétail, il présente de nombreuses informations telles que la date de la transaction, le volume de bétail transféré (avec l'âge, le poids, la race, ...) ainsi que le lieu de provenance, la destination et les différentes parties impliquées (vendeur, acheteur).

L'un de ses principaux défauts est qu'il n'enregistre pas les précédentes exploitations d'où provient le troupeau. Il ne présente que le tout dernier lieu de transit, par exemple la ferme d'engraissement et ne permet donc pas un suivi complet et rapide de la chaîne d'approvisionnement.

Cet outil public est normalement consultable librement sur des plateformes dédiées (Ministério da Agricultura, Pecuária e Abastecimento, 2020), mais selon les ONG locales il serait nécessaire d'avoir en plus un accès facile et complet à toute la base de données. En effet, cela permettrait de contrôler, par exemple, la présence de contamination d'un troupeau par d'autres animaux provenant de fermes indirectes présentant des irrégularités. Hélas, il existe un blocage sectoriel pour ne pas divulguer ces informations.

Les différentes **listes officielles du gouvernement** sont un autre outil permettant de vérifier l'illégalité ou l'irrégularité de certains propriétaires ou propriétés. En effet, celles-ci enregistrent et stockent les numéros d'identification des propriétaires ou propriétés ayant :

- Manqué à une réglementation environnementale (principalement de la déforestation)
- Une partie ou la totalité de leur propriété chevauchant une zone protégée (APP, réserve légale) ou un territoire autochtone reconnu

Utilisé ou mis en place des pratiques de travail s'apparentant à de l'esclavage

Dans ce cas, l'exploitation est soumise à un embargo. Ces listes sont accessibles au pu-

blic et consultables sur différents sites internet comme celui de l'Ibama (Ibama, 2020b).

Lorsqu'une exploitation ou un propriétaire figure sur ces listes, il ne peut plus réaliser de transaction avec d'autres exploitants, abattoirs ou détaillants. Il ne peut pas non plus recevoir de crédits financiers, et ce tant que l'irrégularité n'a pas été éliminée ou compensée (Governo brasileiro, 2012).

En complément, il existe aussi des outils développés au niveau international et national afin de suivre précisément la déforestation

**PRODES** (Mesure de la déforestation par télédétection) est l'outil brésilien officiel de surveillance de la déforestation sur le territoire. Il utilise l'imagerie satellite Landsat pour suivre la déforestation avec une résolution spatiale inférieure à 250 m (INPE, 2020a).

**Global Forest Watch**, plateforme en ligne lancée en 2014, partage des données et des outils pour traquer la déforestation mais aussi les incendies. Fondée par le World Resources Institute, elle utilise de nombreuses images satellites (telles que celles de LandSat one ou le système MODIS (World Resources Institute, 2020)) et les alertes potentielles de tous les utilisateurs via un système collaboratif. Contrairement à PRODES, cet outil présente la variation dans le temps du couvert forestier (avec différents seuils possibles) (Global Forest Watch, 2020a). Cela permet donc d'avoir un suivi de la dégradation forestière.

Il existe un consensus entre de nombreux acteurs du secteur sur le fait que tous ces outils sont essentiels pour obtenir un suivi efficace des animaux. S'ils étaient tous facilement accessibles et transparents, ils pourraient en effet aider à identifier la déforestation depuis les exploitations indirectes jusqu'aux produits finaux.

Avec le GTA, il est possible de connaître la dernière origine des bovins ainsi que le numéro d'identification cadastrale (CAR). Ces informations croisées avec les outils cartographiques donnent une bonne vision de la légalité ou de l'illégalité de la transaction (Gibbs et al., 2016, Barreto and Pereira, 2017, Kuemper et al., 2018, National Wildlife Federation, 2020).

### D.1. VISIPEC, UN OUTIL CAPABLE D'ATTEINDRE LES FOURNISSEURS INDIRECTS

Le problème des fournisseurs indirects est bien connu de tous les acteurs du secteur (Greenpeace, 2009). Si certains sont désireux de le résoudre, d'autres moins.

Un groupe de travail composé de diverses parties prenantes (producteurs, abattoirs, transformateurs, distributeurs, associations) nommé le GTFI (Grupo de Trabalho do Fornecedoros Indiretos) réfléchit actuellement à des solutions pour ce problème (National Wildlife Federation, 2020). En vain.

Le système de surveillance actuel ne couvre que 41 % de la déforestation due au bétail en Amazonie brésilienne. L'outil VISIPEC développé par le GTFI, permet d'étendre la surveillance aux fournisseurs indirects de premier rang afin de couvrir 48% de la déforestation en plus (National Wildlife Federation, 2020). Cet outil fonctionne en croisant les données du cadastre rural (CAR) avec les informations de transport des animaux (GTA).

Il a été mis au point principalement pour les abattoirs au Brésil. Les informations des fermes indirectes sont croisées avec les listes gouvernementales disponibles publiquement afin de fournir des données actualisées sur la légalité des produits dans la chaîne d'approvisionnement.



Ce n'est pas un outil obligatoire, mais il est gratuit (National Wildlife Federation, 2020). Il est donc possible et facile de l'implémenter. **Sa mise en œuvre dépend fortement de la bonne volonté des abattoirs et des demandes du secteur de la distribution.** Il est développé sur les trois principales régions (Rondônia, Pará et Mato Grosso) qui correspondent aux fronts de déforestation actuels. Cet outil ou tout autre outil équivalent montre qu'il est possible de remonter jusqu'aux fournisseurs indirects et de suivre correctement la déforestation.

## D.2. LA CERTIFICATION BOVINE, UN OUTIL EFFICACE MAIS TROP MARGINAL

L'Union Européenne a mis en place en 2002 une certification volontaire des produits afin de lutter contre la vache folle. Seules les viandes fraîches certifiées peuvent être exportées vers l'UE.

Le SISBOV (Système brésilien d'identification et de certification de l'origine bovine et bubale) permet de remonter jusqu'à l'animal grâce à une méthode de ségrégation dans les différents processus (principalement les abattoirs) (Lima et al., 2006). Une fois l'animal tracé, il peut être suivi jusqu'aux fermes de sa naissance. Cela permet donc une traçabilité complète de la chaîne d'approvisionnement et un meilleur contrôle. Cette traçabilité complète couplée à des outils de contrôle de la déforestation sur les fermes enregistrées est un moyen efficace de lutter contre la déforestation.

Cependant, en 2015, seulement 0,5% des exploitations de plus de 50 têtes sont certifiées SISBOV (Kuepper et al., 2018).

## D.3. AUTRES GROUPES DE TRAVAIL

### GRSB (*Global Roundtable on Sustainable Beef*):

Créée en 2012, cette table ronde est une plateforme internationale et multipartite cherchant à définir et développer l'élevage de bœuf soutenable (GRSB, 2018). Elle définit la viande bovine durable comme un produit socialement responsable, économiquement viable et écologiquement sain. Elle est composée de divers groupes tels que les producteurs, les commerçants et les transformateurs (JBS), les détaillants (McDonald's), des ONG (WWF, Rainforest Alliance) ainsi que d'autres tables rondes nationales (GTPS).

### GTPS (*Grupo de Trabalho da Pecuária Sustentável*):

Cette *task force*, créée en 2008 au Brésil, se concentre sur l'amélioration continue de la chaîne de valeur dans le secteur du bœuf. Elle agit principalement via la mise en place dans les exploitations agricoles et les abattoirs d'un guide du « bœuf durable » GIPS (*Guia de Indicadores de Pecuária Sustentável*) ainsi que d'une plateforme d'échanges (GTPS, 2017).

Selon les partenaires locaux, ces groupes de travail n'aboutissent pas à des actions concrètes transformatives. Pourtant, ces groupes disposent d'une force de levier considérable sur l'ensemble des acteurs et notamment sur le gouvernement.



## D.4. LES INITIATIVES DU GOUVERNEMENT : MENAÇANTES OU MENACÉES

Les réglementations mises en place par le gouvernement peuvent avoir des effets très importants sur la déforestation. La modification du Code Forestier Brésilien en 2012 a conduit à une diminution de la pression sur les fermiers occupant illégalement des terres ou ayant déforesté avant 2008. Ces changements se sont traduits par une augmentation de la déforestation (PRODES (Desmatamento), 2020) et une diminution des superficies des zones protégées (Asher, 2019).

Mais des initiatives du gouvernement peuvent aussi aider à freiner la déforestation. Ce fut le cas lorsque le gouvernement a rendu l'outil GTA (*Guia de Trânsito Animal*) publiquement accessible à tous. Hélas, la mise en œuvre de cette réglementation n'a pas réellement avancé depuis. En 2018, des bureaux des procureurs régionaux (MPF) ont émis des recommandations pour les gouvernements des États afin de rendre cet outil (GTA) accessible au public par le biais d'un mécanisme de recherche transparent en ligne.

Les dernières initiatives en date du gouvernement montrent une forte volonté de protéger les occupants illégaux plutôt que de réduire la déforestation. Par exemple, le décret MP-910 (Brandford and Borges, 2019) avait comme objectif de simplifier la loi, permettant à des occupants illégaux de terres publiques de régulariser leurs possessions. **En somme, une injonction à la déforestation.**

D'abord invalidé par le Congrès brésilien, ce décret est de retour sur la table des discussions sous la forme d'une loi (PL-2633-20) (Fearnside, 2020) avec comme nouvelle mesure, une régulation via une auto-déclaration des occupants.

## D.5 L'INTENSIFICATION DE L'ÉLEVAGE, UNE SOLUTION POUR DÉCONNECTER LE BŒUF DE LA DÉFORESTATION

L'une des solutions mises en avant par de nombreux acteurs est l'intensification des élevages. En effet, le rendement actuel des élevages de bœuf au Brésil est considéré faible avec 1,31 tête/ha (ABIEC, 2020).

De manière simplifiée, cette solution cherche à augmenter le nombre d'animaux par hectare et ainsi diminuer la superficie totale nécessaire aux élevages bovins brésiliens (Cohn et al., 2014). L'intensification de la production de bœuf permettrait de réduire la surface de pâturage tout en gardant la même productivité. Elle conduirait ainsi à une diminution de la pression sur les écosystèmes menacés par la déforestation. Cette solution comporte plusieurs inconvénients : grand risque de non-respect du bien-être animal, augmentation de la pollution (Vale et al., 2019) et risque de provoquer une augmentation de la production animale dans le pays.

De son côté, Envol Vert encourage plutôt des solutions durables alliant l'élevage et la sylviculture comme le sylvopastoralisme. Cette technique consiste à laisser les animaux pâturer librement sous l'ombre d'arbres productifs et/ou fourragers. Elle permet de conjuguer la protection de l'environnement, le bien-être des animaux ainsi que la résilience de l'écosystème et des agriculteurs grâce à une seconde activité économique. Si la méthode est bien implantée, elle permet aussi d'augmenter le rendement d'élevage de bœuf.

Dans tous les cas, ces différentes solutions ne protégeront réellement l'environnement et notamment les forêts si et seulement si elles **sont accompagnées d'une réduction de la consommation de viande.**



## IV. EN COLOMBIE, IL EST IMPOSSIBLE DE SAVOIR D'OÙ PROVIENT LE BŒUF

### A. QUAND DÉFORESTATION ET ÉLEVAGE BOVIN NE FONT QU'UN !

#### A.1. 18 KILOS DE VIANDE PAR PERSONNE ET PAR AN EN COLOMBIE

L'élevage bovin représente 21,8% du PIB des activités agricoles (FEDEGAN, 2020) et 19% de l'emploi rural (Rincon, 2019). En 2018, d'après les chiffres de l'Institut Agricole Colombien (ICA), l'élevage était réparti en 600 578 exploitations de 45 vaches en moyenne (Instituto Colombiano Agropecuario - ICA, 2020). 15% du cheptel national est consacré à la production laitière, 39,3% à l'élevage lait-viande et 45,7% à la production exclusive de viande.

#### A.2 UN LIEN CLAIR ENTRE DÉFORESTATION ET ÉLEVAGE

Selon l'IDEAM, la transformation en terres agricoles et l'élevage extensif ont été les

causes de 70% de la déforestation en Colombie en 2016 et 2017, avec une augmentation de 23% entre ces deux années (Fundacion Natura Colombia and CDP, 2018). Les études menées par l'IDEAM montrent que la part de l'élevage bovin dans les activités agricoles augmente et que ce dernier est le principal moteur de déforestation.

En Colombie, 34,4 millions d'hectares sont exploités sur seulement 15 millions considérées comme aptes à l'activité agricole. La plus grande partie de cette surface est dédiée à l'élevage extensif avec un très faible nombre de têtes à l'hectare : seulement 0,6 tête/ha. Les phénomènes de transformation en terres agricoles ainsi que l'extension de la frontière agricole sont intimement liés à l'élevage. La déforestation est généralement provoquée dans un premier temps par une agriculture de subsistance ou à petite échelle (plantations légales ou illégales). Au fil du temps, ces cultures sont souvent remplacées par des prairies qui sont étendues pour accueillir d'autres activités comme l'élevage, dans le but d'augmenter la productivité ou de légitimer le patrimoine foncier (Etter et al., 2006, Nepstad et al., 2014).

L'augmentation du cheptel entraîne l'accélération de la déforestation en Amazonie colombienne (Semana sostenible, 2020)<sup>1</sup>. Au cours des quatre dernières années, l'inventaire du bétail a augmenté de 4% par an en moyenne, avec un pic de croissance de 11% entre 2017 et 2018. Cette croissance coïncide avec la signature et le début du processus de paix entre le gouvernement colombien et les forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC).

L'augmentation du cheptel entraîne l'accélération de la déforestation en Amazonie colombienne (Semana sostenible, 2020). Au cours des quatre dernières années, l'inventaire du bétail a augmenté de 4% par an en moyenne, avec un pic de croissance de 11% entre 2017 et 2018. Cette croissance coïncide avec la signature et le début du processus de paix entre le gouvernement colombien et les forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Or, la déforestation a augmenté dans le pays de façon parallèle. Sur la période 2014-2018 l'augmentation moyenne du cheptel bovin est de 3,7% et celle du nombre d'exploitations de 4,4%. Le taux de déforestation, lui, a augmenté de 29% sur la même période. Enfin, la Fondation Ecosocial (Viancha et al., 2020) indique que l'impact du secteur serait beaucoup plus important si l'on considérait le lien avec l'élevage pour occuper les terres dans le but de récupérer le foncier. L'accaparement des terres est en effet la principale cause de déforestation au cours des trois dernières années. En effet, bien que l'accaparement de terres<sup>2</sup> soit lié au blanchiment d'argent, l'une des techniques les plus utilisées pour légitimer cet accaparement reste l'occupation des

terres par du bétail. De plus, lorsque le bétail est intégré et commercialisé dans la chaîne de valeur, les acteurs du marché ne peuvent dissocier si le bétail est issu de zones déboisées pour accaparement de terres de celui provenant d'un élevage. Pour un acheteur engagé à respecter un approvisionnement de produits libres de déforestation, ce critère devient donc indiscernable (Viancha et al., 2020).

### B. UNE CHAÎNE D'ÉLEVAGE FRAGMENTÉE

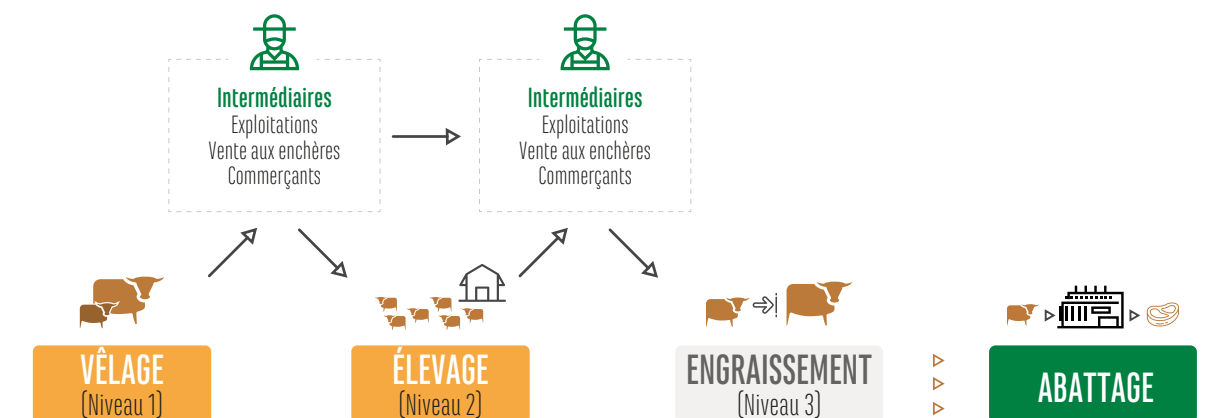
#### B.1. UNE MULTITUDE DE PHASES ET D'INTERMÉDIAIRES

Comme pour le Brésil, les bovins passent par plusieurs phases :

- 1 Phase de naissance :** gestation, vêlage et sevrage jusqu'au 18 mois de l'animal
- 2 Phase d'élevage :** entre le sevrage à 18 mois et les 24 mois de l'animal
- 3 Phase d'engraissement :** entre les 24 mois du bœuf jusqu'à l'abattage

### CYCLE DE PRODUCTION INTÉGRAL (mise bas – élevage – engraissement)

Source : National Wildlife Federation



Infographie 3 : Cycle de production intégral (reproduction – élevage – engraissement)  
Source : National Wildlife Federation

<sup>1</sup> L'ancien directeur de l'antenne territoriale des Parcs Nationaux en Amazonie a publié des chiffres sur l'inventaire bovin de l'ICA 2016-2017 qui montrent la relation entre l'augmentation du cheptel bovin et la déforestation dans l'Amazonie colombienne  
<sup>2</sup> Voir définition page 5



Le bétail peut faire l'objet d'une transaction lors de n'importe quelle phase. La tendance à transporter les animaux vivants sur de longues distances, la présence de nombreux intermédiaires ainsi que les enchères, rendent la traçabilité du bétail plus difficile. La Fondation EcoSocial signale que l'activité d'intermédiaire est peu régulisée et ne fait que rajouter de l'informalité et de l'inefficacité dans la chaîne d'approvisionnement. Ces aspects sont des défis à relever pour améliorer la traçabilité et le contrôle de la chaîne.

### B.2. LES PRINCIPAUX ACTEURS DE LA COMMERCIALISATION

On distingue plusieurs types d'acteurs tout au long de la chaîne d'approvisionnement :

- **Les intermédiaires** créent le lien entre l'offre et la demande au moment de la fin de l'engraissement. Ils garantissent la négociation entre le producteur et les acheteurs.
- **Les rassembleurs** interviennent en parallèle, du fait de la distance entre les exploitations, ils sont chargés de rassembler des lots d'animaux vivants, pour les vendre par la suite dans différents espaces tels que des salons de l'élevage.

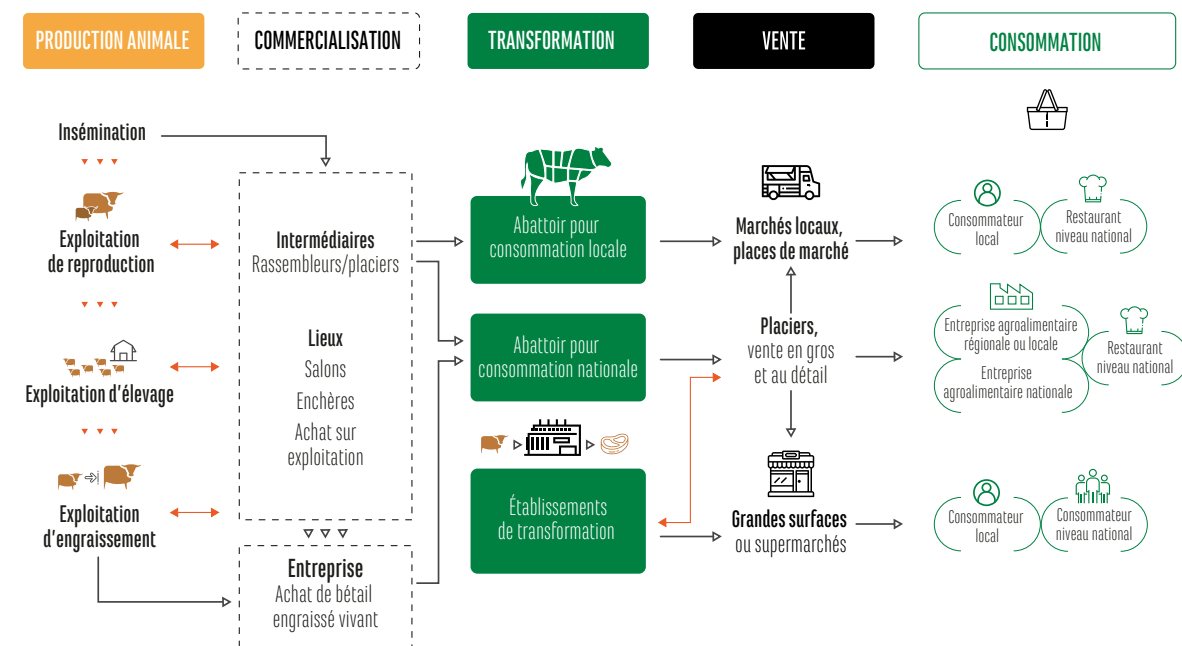
• **Les placiers**, eux, ont des liens directs avec les grandes surfaces, restaurants, boucheries, etc. Ils fournissent la logistique requise pour la distribution des carcasses ou des découpes de viande réalisées pour les clients finaux.

- Il existe aussi bien entendu les **abattoirs** (ou caves réfrigérées) qui réalisent l'abattage et la découpe. Ils doivent être agréés par l'Institut national de vigilance des médicaments et des produits alimentaires de Colombie (INVIMA).

D'après la Fondation EcoSocial : « ce qui se fait habituellement, c'est qu'un placier achète les animaux vivants et conclut un contrat avec un abattoir pour les services d'abattage et désossage. Le placier reçoit la commande avec les besoins spécifiques des acheteurs tels que des restaurants ou supermarchés et la transmet à l'abattoir. L'abattoir n'a aucun lien direct avec la commercialisation des produits finis. Néanmoins, il y a certains abattoirs en Colombie qui commercialisent ce bétail et vendent les viandes et produits finis à d'autres acheteurs »

### REPRÉSENTATION DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT VIANDE

Source : Université de Wisconsin



Infographie 4 : Représentation de la chaîne d'approvisionnement viande  
Source : Université de Wisconsin

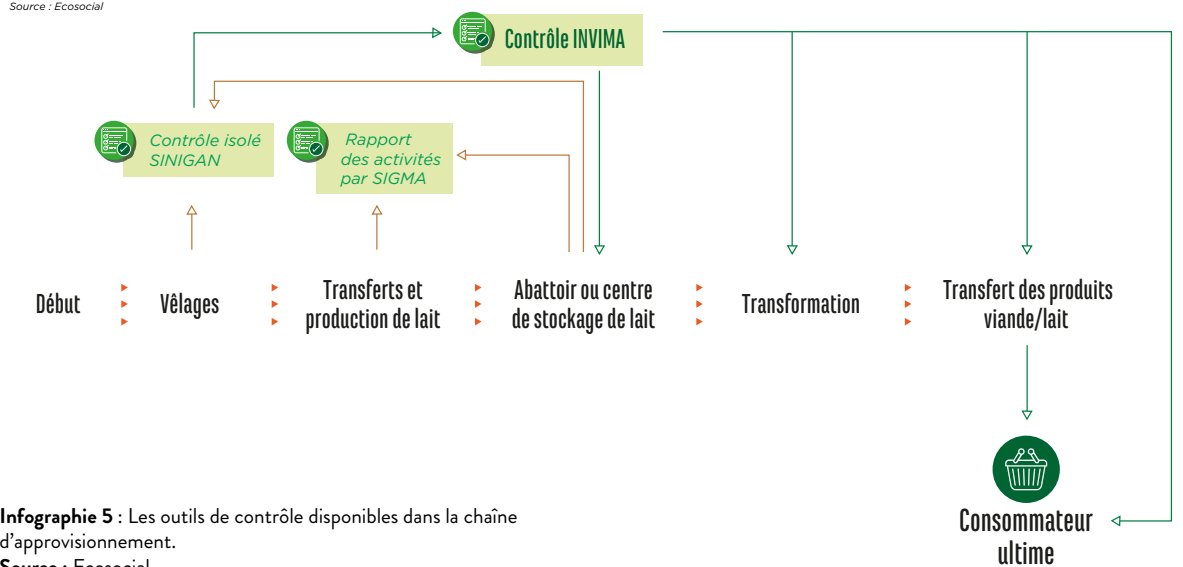
## C. DES OUTILS DE CONTRÔLE DÉFAILLANTS QUI EMPÊCHENT LA TRAÇABILITÉ

La Colombie possède plusieurs outils (instruments, registres et systèmes informatiques) de contrôle sanitaire et de

traçabilité de la production initiale et de la commercialisation d'animaux (cf. graphique 7). Ce processus doit être mené par les producteurs.

### LES OUTILS DE CONTRÔLE DISPONIBLES DANS LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

Source : Ecosocial



Infographie 5 : Les outils de contrôle disponibles dans la chaîne d'approvisionnement.  
Source : Ecosocial

Néanmoins, **ces outils sont insuffisants pour effectuer un suivi exhaustif de l'animal et en assurer la traçabilité**, du fait d'une multiplicité de facteurs.

Dès la phase de vêlage, plusieurs défaillances existent. Le pays ne connaît actuellement que 17% du cheptel à la naissance (principalement dans les zones sous haute surveillance comme les zones frontalières ou à risque sanitaire), ce qui signifie que **la grande majorité des animaux ont peu de traçabilité, voire aucune, à la naissance**. De plus, même si les prairies où

vèlent plus de 5 vaches doivent être certifiées par l'INVIMA, cette certification n'indique pas leurs coordonnées géographiques. Il est alors quasiment impossible d'y contrôler la déforestation.

Le registre de vaccination SAGARI de la Fédération des Éleveurs, lui, **inclut** des données géographiques, mais il n'est relié à aucun des autres registres et les informations ne sont pas accessibles par les autres entités de contrôle. Il s'avère même, après analyse de ces registres par des entités agréées, que des campagnes de



vaccination aient été menées dans des zones où la présence de bétail est interdite, comme dans les parcs naturels ou en dehors de la frontière agricole (zone de forêt définie comme devant être libre de déforestation depuis 2010). Si cette pratique garantit le contrôle sanitaire, elle légitime aussi la présence d'animaux dans des zones de déforestation. Par la suite et tout au long de la chaîne d'approvisionnement, les lots d'animaux se mélangent. De plus, les animaux sont transportés vivants d'une exploitation à l'autre, sur des centaines de kilomètres, parfois sur des trajets de 8 heures. L'acheteur du lot n'a donc pas les moyens de contrôler que les exploitations d'origine de ces bovins n'ont pas généré de déforestation. Il est possible d'obtenir une traçabilité des animaux par lots, mais au moment de réunir plusieurs lots en un seul (lors des salons d'élevage par exemple) l'information sur la provenance de chacun est diluée. Cette situation se reproduit aussi dans les abattoirs où les lots peuvent être à nouveau mélangés avant leur entrée. Les abattoirs n'étant pas des acteurs commerciaux en contact avec les producteurs ou les acheteurs, ils ne vérifient que l'existence des fiches des animaux mais ne s'assurent pas de leur véracité.

Enfin, la traçabilité est d'autant plus réduite que l'Institut Agricole Colombien (ICA) utilise simultanément deux logiciels différents : l'un pour les déplacements du bétail (SIGMA) et l'autre pour l'identification individuelle (SINIGAN). Ces deux logiciels ne sont pas interopérables car le système n'a pas été conçu comme un ensemble. À ceci, il faudrait ajouter les pratiques de corruption des intermédiaires, la modification des fiches de déplacement pour dissimuler la provenance réelle des animaux ou les pots-de-vin aux autorités lors des contrôles routiers pour éviter la saisie du bétail.

## D. LA RESPONSABILITÉ DU GROUPE ÉXITO/CASINO

Selon une enquête sur l'abattage du bétail, la part des grandes surfaces dans le marché total de la vente de viande a été de 23% au premier trimestre 2019 (Viancha et al., 2020). De plus, le Groupe Éxito/Casino possède 42% des parts de marché (Grupo Éxito, 2019). Ainsi la proportion de viandes produites en Colombie et achetées par le groupe peut être estimée à 10%. Pour autant, ce dernier ne possède aucune politique active liée aux pratiques de l'élevage dans ce pays. S'il est plus ou moins possible d'identifier le premier maillon de la chaîne et de savoir de quelle exploitation est issu le bétail avant l'entrée dans l'abattoir, le Groupe Éxito/Casino ne peut pas assurer aujourd'hui avoir connaissance des exploitations par lesquelles le bétail est passé. Ignorant ces informations, il lui est impossible de garantir qu'aucun animal n'est né ou n'a été élevé dans une exploitation générant de la déforestation.

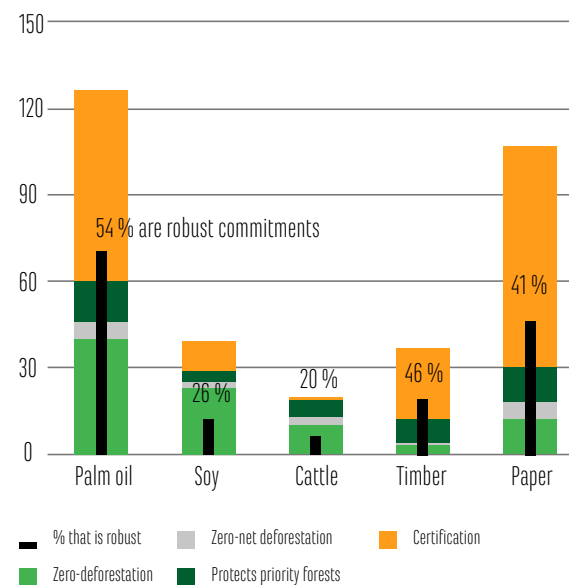
Il est tout simplement impossible pour le groupe **Éxito/Casino, leader de la distribution en Colombie, qui n'a mis en place aucun moyen additionnel de traçabilité, de garantir que la viande commercialisée dans ses magasins ne soit pas responsable de déforestation.**





## V. CASINO, UN ACTEUR FRANÇAIS LIÉ À LA DÉFORESTATION DANS LES PAYS LES PLUS RICHES EN BIODIVERSITÉ AU MONDE

On compte aujourd'hui 5 principaux produits à risque en termes de déforestation : l'huile de palme, le soja, le bois, le papier et, en pôle position en Amérique du Sud, la viande. Pourtant, dans la filière bovine, seules 20% des entreprises évaluées par Climate focus sont considérées comme robustes dans le secteur de l'élevage de bœuf (Forest 500, 2019a).



**Infographie 6 :** Taux d'engagement solide par principale commodité liée à la déforestation

Source : Climate focus 2019, fourni par Forest 500

Selon l'évaluation de Forest 500, le score du groupe Casino est seulement de 31% (Forest 500, 2019b).

### A. LE DOUBLE JEU DU GROUPE CASINO ; FRANCE VS AMÉRIQUE DU SUD

Le groupe Casino Guichard-Perrachon est un groupe de distribution français fondé en 1898 en France près de Saint-Etienne par Geoffroy GUICHARD. C'est un distributeur réputé en France, en Europe et dans le reste du monde grâce à ses nombreuses filiales et enseignes de distribution.

Il est détenu par la société française Rallye dirigée par Jean-Charles Naouri depuis 1997. Casino n'est pas l'unique appellation des magasins du Groupe qui détient également de nombreuses autres enseignes : des magasins "Naturalia 100% bio et végane" à Paris aux magasins "Assai" au Brésil (Groupe Casino, 2020d).

#### A.1. D'IMPORTANTES REVENUS ISSUS DE L'AMÉRIQUE DU SUD ET UNE IMAGE "TENDANCE" EN FRANCE

Casino Guichard-Perrachon est un distributeur français détenant plus de 12 000 magasins multi-formats dont des enseignes de proximités, des supermarchés et des hypermarchés, principalement en France et en Amérique du Sud. Selon Forest500, l'étendue de son marché de distribution l'expose à plusieurs familles de produits à risque pour les forêts (Forest 500, 2019b). Au niveau mondial, le groupe fait partie des 20 plus grands distributeurs pour le marché alimentaire.

L'internationalisation du groupe Casino s'est accélérée à la fin des années 1990 avec son développement en Amérique du Sud. En effet, il prend le contrôle du groupe GPA (Groupe Casino, 2020c) au Brésil et du Groupe Éxito (Parigi, 2011) en Colombie en 1999. Aujourd'hui, c'est en Amérique du Sud qu'il présente la plus forte domination du marché.

En France les hypermarchés de banlieue ont désormais leur croissance en berne depuis une dizaine d'années, le Groupe Casino développe des surfaces de vente en ville. Plus petites et plus proches des clients, les enseignes telles que Monoprix, Franprix, et Naturalia se développent fortement, de même que le e-commerce (Bader, 2010). Entre 2008 et 2010, le groupe casino a ouvert plus 100 supermarchés Le Petit Casino chaque année, autant de boutiques Franprix et une vingtaine de Monoprix ou Monop', la marque de proximité (de plus petite surface que les Monoprix). Ces magasins visent une population urbaine attentive à ses achats.

Depuis 2005, un travail de refonte des marques françaises a été lancé dans les centre-ville, où les groupes Casino et Carrefour dominant 70% (Alesky, 2018) d'un marché saturé. Cette démarche s'illustre notamment par l'augmentation du nombre d'enseignes de proximité et spécialisées telles que Monop'. Le groupe Casino a annoncé en 2018 qu'il prévoyait « des centaines de projets en franchise adaptés à chaque format, que ce soit au cœur des villes ou en milieu rural » (Pompougnac, 2018). En 2020, Monoprix/Casino a annoncé qu'il livrerait ses produits dans Paris et ses banlieues aux clients abonnés à Amazon Prime, le service de livraison express d'Amazon.

Ces dernières années, en réponse à la tendance végane, 4 boutiques Naturalia 100% bio et végan ont également ouvert à Paris. Le groupe casino y distribue uniquement des produits biologiques et végans de marques propres ou nationales (Naturalia, 2018).

Les résultats du groupe Casino peuvent être classés en 3 grandes familles : le commerce de détail en France, le e-commerce et le commerce de détail en Amérique du Sud (LatAm). En 2019, les résultats du groupe (Groupe Casino, 2019b) affichent une tendance à la hausse. Avec un chiffre d'affaires de 34,6 milliards d'euros le groupe propose une croissance organique de 4,2%. Pourtant en regardant de plus près, l'activité en France reste stable alors qu'en **Amérique du Sud elle enregistre une croissance de 9,2%** (Groupe Casino, 2019b). Alors qu'en 2018 (Groupe Casino, 2018), les activités en Amérique du Sud (LatAm)

représentaient 43% du chiffre d'affaires du groupe, elles représentent en 2019 et dépassent désormais les activités de distribution en France (Groupe Casino, 2019b). Le secteur bio et alimentaire se porte également bien avec une croissance de 5,9% en France. **Avec de tels chiffres et un slogan "Nourrir un monde de diversité", des investissements majeurs dans la durabilité sont attendus en Amérique du Sud.**

## A.2. LA MARQUE PROPRE DE CASINO, UNE STRATÉGIE SUR LES PRODUITS FRAIS ET LA BOUCHERIE

Le groupe Casino a lancé plusieurs innovations comme la première marque propre dans le secteur de la distribution en 1901 (Groupe Casino, 2020c). Les distributeurs, comme leur nom l'indique, ne sont ni des producteurs ni des transformateurs et ne possèdent donc pas d'usines pour développer leurs produits. Par conséquent, pour établir leur marque propre, ils doivent généralement travailler avec des producteurs tiers. Il en est de même pour le rayon boucherie : certains fournisseurs approvisionnent les supermarchés en produits fabriqués sous leur marque mais également le rayon boucherie « à la coupe » du supermarché.

Ainsi, la société Bigard vend ses propres produits sous la marque Charal et les abattoirs Bigard sont également l'un des principaux fournisseurs des distributeurs en France. Au Brésil, la société JBS, principale entreprise du secteur de la viande de bœuf est à la fois un producteur sous sa marque Friboi vendue dans les boutiques GPA, et également le principal fournisseur du rayon boucherie de GPA/Casino.



## B. DES ENGAGEMENTS DÉSÉQUILIBRÉS ET NON ALIGNÉS AVEC LES ENJEUX SUR LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT DU GROUPE CASINO

Naturalia est un distributeur français spécialisé dans les produits issus de l'agriculture biologique et biodynamique, le commerce équitable ainsi que les produits cosmétiques bio et les produits écologiques. Selon le « Baromètre de l'économie positive et durable » établi par YouGov pour Business Insider France (Sicard, 2019), Naturalia est classée 4ème parmi les enseignes considérées par les Français comme les plus éco-responsables.

Grâce à cette enseigne et au développement du bio, le groupe Casino est devenu en 2018 le second distributeur de produits alimentaires bio en France avec 11% des ventes bio réalisées dans des magasins du groupe Casino (Groupe Casino, 2018). Il a aussi reçu 5 prix (Groupe Casino, 2020b) dans le cadre des Grands Prix ESSEC du Commerce Responsable.

Même si c'est un message fort pour le marché français, ce positionnement n'est pas adopté de manière homogène en France et encore moins dans toutes les activités du groupe à l'international.

La politique et le plan d'action du groupe Casino pour le secteur du bœuf ont été évalués par Forest500, au même titre que d'autres entreprises et institutions financières dont les activités requièrent une prévention contre

la déforestation. La position et les actions du groupe Casino sur la viande de bœuf ont été jugés « faibles » avec une note de 31% (Forest 500, 2019b, p. 500).

Leur approche globale, qui comprend l'engagement de protéger les forêts, n'a obtenu que 2 points sur 14 !

En effet, à l'échelle du Groupe, aucun engagement pour exclure la production ou l'approvisionnement de produits issus d'écosystèmes naturels n'a été pris. Pour une entreprise qui se dit « engagée » et qui se positionne comme leader dans le premier et deuxième pays les plus riches en biodiversités au monde, c'est un manquement majeur.

Il y a de nombreuses lacunes dans les plans d'action mis en œuvre par le groupe Casino pour protéger l'environnement. Au Brésil, la politique d'achat de viande de bœuf de GPA ne comprend aucun calendrier de mise en application précis et n'a pas été mise à jour depuis mars 2016 (à date de mai 2020), malgré l'annonce par l'entreprise de sa revue avant janvier 2018. Le rapport d'avancement le plus récent date de juillet 2017. Depuis, la destruction des forêts ne s'est pas arrêtée, au contraire.

Les engagements pris au Brésil ne s'appliquent pas à l'ensemble des fournisseurs directs selon Global Canopy. Par ailleurs, aucune action de contrôle des fournisseurs de bœuf indirects (GPA, 2016) n'a été mise en place. La politique (GPA, 2016) mentionne principalement les fournisseurs directs et ne fait que suggérer que le groupe Casino s'appuie sur les actions de ses fournisseurs pour identifier et suivre les fermes indirectes.

Le groupe Casino ne définit aucune date de référence sur la déforestation pour tous les écosystèmes dans sa politique. Par conséquent, **ils ne peuvent pas décrire ce qu'est la déforestation non-acceptée.**

Un suivi géolocalisé de certains fournisseurs est effectué mais il n'y a **ni liste publique des fournisseurs** ni processus d'exclusion public des fournisseurs non-conformes incluant les marques nationales fournies dans le magasin. Par ailleurs, GPA/Casino a signé la Déclaration de Soutien pour le Cerrado Manifesto (GPA, 2017). Ce manifeste, lancé en 2017 par des organisations de la société civile, appelle les entreprises à s'engager sur une déforestation nulle dans le biome du Cerrado (Manifesto do Cerrado, 2017). Pourtant aucune action pour mettre fin à la déforestation dans le biome du Cerrado n'existe.

En ce qui concerne les produits à base de bœuf vendus par le groupe Casino, la politique ne mentionne que la viande de bœuf fraîche et emballée. Pour l'instant, rien n'indique que l'entreprise ait défini une politique de prévention de la déforestation sur les produits transformés contenant de la viande de bœuf comme les lasagnes ou les sauces. Enfin, le cuir issu des bœufs brésiliens ne fait pas non plus l'objet de précautions environnementales, même pas en France (Luche et al., 2013).

En 2019, Chain Reaction Research (CRR) mentionnait que le **groupe Casino était déjà exposé à des risques de réputation**. Trente des produits de bœuf testés au Brésil étaient liés à des usines JBS à haut et très haut risque (Faggin et al., 2019). Malgré ce rapport dé-



taillé, aucune actualisation de ses approvisionnements n'a été publiée par le groupe Casino et aucune mise à jour n'a été partagée avec le CRR. La politique de GPA/Casino sur la viande de bœuf au Brésil se conclut toujours (en mai

2020) avec la phrase suivante : "Cette politique fait partie d'un processus d'amélioration en cours et sera revue en janvier 2018" (GPA, 2018). La société civile attend toujours une actualisation, la forêt également.

## COMPARAISON DU GROUPE CASINO EN FRANCE ET EN AMÉRIQUE DU SUD

GROUPE CASINO EN FRANCE (Casino, Naturalia, Franprix, Monoprix)	GROUPE CASINO EN AMÉRIQUE DU SUD (GPA, Exito, Assai, Extra)
47% du chiffre d'affaire de Casino en 2019 (Croissance des ventes +0,3%)	47% du chiffre d'affaire de Casino en 2019 (Croissance des ventes +9,2%)
<ul style="list-style-type: none"> <li>• N°2 de la vente de Bio en France en 2018</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Premier distributeur au Brésil et en Colombie</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ouverture de magasins 100% Vegan et Bio à Paris</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une déforestation potentielle de 56 000 Ha en forêt Amazonienne en 2019</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombreux prix pour leur politique et engagement écologique (ESSEC, 1<sup>er</sup> entreprise européenne de distribution pour ses engagements en faveur de la protection de l'environnement)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plusieurs cas prouvés de fournisseurs directs et indirects responsables de déforestation, et d'invasion de terres autochtones au Brésil</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Premiers distributeur en Colombie avec 43% des parts de marché</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pas de politique d'achat responsable de bœuf en Colombie</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pas de politique NDPE (Pas de déforestation, pas de marais, pas d'exploitation)</li> </ul>

Infographie 7 : Double jeu du groupe Casino entre la France et l'Amérique du Sud  
Source : Envol Vert

La politique d'achats du groupe Casino en Amérique du Sud ne s'applique pas à l'ensemble des activités, et notamment le "Document d'Enregistrement Universel" (DEU) de 2019 ne mentionne pas les actions prises pour sécuriser la viande de bœuf en Colombie (Groupe Casino, 2019a). Le périmètre d'application de la politique du groupe Casino suggère qu'il n'y a pas de déforestation dans la chaîne d'approvisionnement de la viande de bœuf en Colombie. Or, on sait qu'elle offre encore moins de traçabilité qu'au Brésil, donc encore moins de garanties.

Des phrases floues sur la traçabilité sont publiées sur le site internet Exito/Casino (Grupo Exito, 2018). Cependant, à travers sa filiale Exito, le groupe Casino communique beaucoup sur les premiers produits à base de bœuf de la Rainforest Alliance vendu en Colombie. Cela ne constitue en aucune façon une avancée pour le secteur du bœuf puisqu'en réalité seuls deux magasins à Bogota proposent des produits de cette marque (Grupo Exito, 2017).

La suite du rapport présente les principaux résultats de l'enquête menée au Brésil.





## VI. DE NOMBREUX PRODUITS ISSUS DE LA DÉFORESTATION DANS LES MAGASINS DU GROUPE CASINO AU BRÉSIL

En octobre 2019, Envol Vert a initié une investigation sur la chaîne d'approvisionnement en bœuf du groupe Casino au Brésil. L'association s'est appuyée sur différents partenaires, notamment :

- Reporter Brasil, une équipe de journalistes d'investigation spécialisés sur les questions environnementales et de violation des droits humains, et plus particulièrement sur l'analyse des chaînes d'approvisionnement des principaux secteurs économiques

- Chain Reaction Research, un consortium de chercheurs et scientifiques qui réalisent des analyses de risque des chaînes d'approvisionnement afin de prouver que la déforestation est aussi un risque financier

### A. UNE MÉTHODOLOGIE D'ÉCHANTILLONNAGE DES VENTES DU GROUPE CASINO

#### A.1. AU BRÉSIL, DIFFÉRENTS PARTENAIRES ET SOURCES DE DONNÉES CONFIRMENT LA CONNEXION ENTRE LE GROUPE CASINO, LE SECTEUR DU BŒUF ET LA DÉFORESTATION

Diverses études récentes montrent un lien avéré entre la déforestation et la chaîne d'approvisionnement du groupe Casino.

Ci-contre un résumé des rapports :

**Table 4** : Outils existants et enquêtes précédentes liant GPA/Casino à de la déforestation

**Source** : Reporter Brasil, Chain Reaction Research, Mighty Earth, Mediapart

Acteurs / Outils	Méthodologie	Résumé des résultats
<b>Chain Reaction Research – Cattle driven deforestation – 2018 (Kuepper et al., 2018)</b>	Méthodologie similaire à celle mise en place par Envol Vert avec Reporter Brasil (voir ci-bas)	Les résultats pour 2018 montrent que : <ul style="list-style-type: none"> <li>30% de la capacité d'abattage en Amazonie légale est détenue par des abattoirs n'ayant pas signé les accords du TAC.</li> <li>S'approvisionner auprès d'abattoirs ayant signé le TAC ne certifie pas d'avoir zéro déforestation. Chain Reaction Research estime qu'il y a au moins 8,3 millions d'hectares de déforestation présents dans les produits vendus par les signataires du TAC entre 2010 et 2015.</li> <li>Les abattoirs de viande manquent de systèmes efficaces pour tracer et contrôler les fournisseurs indirects. Les animaux peuvent être élevés sur des pâtures récemment déforestées avant d'être déplacés vers des fermes de fournisseurs directs conformes aux différentes réglementations environnementales.</li> </ul>
<b>Chain Reaction Research – GPA's beef Supply chain -2019 (Faggin et al., 2019)</b>	Méthodologie similaire à celle mise en place par Envol vert avec Reporter Brasil (voir ci-bas)	En 2019, la chaîne d'approvisionnement en bœuf de l'entreprise "Grupo Pão de Açúcar" a été évaluée au regard du risque de déforestation : <ul style="list-style-type: none"> <li>GPA peut être exposé à un risque de déforestation au sein de sa chaîne d'approvisionnement.</li> <li>Il n'y a pas de date limite de déforestation pour tous les écosystèmes au sein de la politique d'achats responsables du groupe GPA, et la dernière mise à jour de cette politique date déjà de juillet 2017.</li> <li>30 produits ont été identifiés comme provenant d'abattoirs à hauts risques situés en Amazonie légale.</li> </ul>
<b>Mighty Earth (Rapid Response) (Mighty Earth, 2020)</b>	Méthodologie utilisant une combinaison de : <ul style="list-style-type: none"> <li>Données GLAD (Global Land Analysis &amp; Discovery)</li> <li>Confirmation par l'étude d'images produites par les nano-satellites de l'entreprise Planet, spécialisée dans la surveillance des terrains agricoles et forestiers</li> <li>Vérifications des liens financiers entre les fermes identifiées et les fournisseurs</li> </ul>	Le système Rapid Response a permis de relier de nombreux cas de déforestation avec différents fournisseurs tels que JBS ou Marfrig. L'identification de 5 cas de déforestation de fournisseurs indirects liés à l'abattoir JBS à Diamantino dans le Mato Grosso est un exemple type des résultats de l'outil de Mighty Earth. Les investigations menées par Envol Vert permettent de relier cet abattoir à de nombreux produits vendus par le groupe Casino.
<b>Mediapart (Neves, no date)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Investigation et interviews dans la région du Rondônia</li> <li>Partenariat avec des ONG locales (Natural Wildlife Federation, Greenpeace, Amis de la Terre Brésil)</li> </ul>	Mediapart a mis en évidence des liens entre un abattoir JBS dans le Rondônia et différents fermiers de l'État sous embargo par l'Ibama.
<b>Reporter Brasil – Articles 2020 - (Campos and Barros, 2020a, 2020b, 2020c)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Investigation, interviews</li> <li>Utilisation de données officielles et publiquement accessibles.</li> <li>Croisement des informations avec des images satellites de la déforestation et les blacklists du gouvernement</li> <li>Processus de validation des données avec les différents acteurs incriminés</li> </ul>	Certains cas résultant de l'investigation de Reporter Brasil seront détaillés dans la partie B de ce chapitre. Voici l'ensemble des cas relevés : <ul style="list-style-type: none"> <li>3 cas dans la province de São Félix do Xingu, impliquant l'invasion de terres autochtones ; en lien avec les abattoirs Marfrig et Mercurio Alimentos.</li> <li>3 cas dans le Mato Grosso en lien avec les abattoirs JBS à Diamantino et Araputanga.</li> </ul>



## A.2 LA MÉTHODOLOGIE D'INVESTIGATION DÉVELOPPÉE AVEC NOS PARTENAIRES BRÉSILIENS

D'octobre 2019 à mai 2020, l'objectif fut d'identifier des cas potentiels de déforestation dans les fermes directes et indirectes fournissant le groupe Casino au Brésil, à travers des marques propres et nationales ou de la viande fraîche.

La méthodologie mise en œuvre se décompose en plusieurs étapes.

### Étape 1 : Composition d'un panel de produits issus d'un échantillon de magasins

Dans un supermarché appartenant au groupe Casino au Brésil, deux types de produits peuvent être achetés :

- **Les marques nationales** appartiennent à des compagnies de transformation (par exemple, Maturatta Friboi appartient à JBS).

- **Les marques propres** sont fabriquées directement par le distributeur. Par exemple, les marques Rubia Gallega et Qualita appartiennent à GPA/Casino (GPA, 2020). La **viande fraîche** vendue par les bouchers des magasins GPA/Casino est également considérée comme marque propre car elle est achetée puis transformée (découpée) par GPA/Casino. Elle est donc aussi sous l'entière responsabilité du groupe Casino.

Deux produits issus du bœuf n'ont pas été pris en compte dans cette investigation : le cuir et la viande transformée (ex : lasagnes congelées, boulettes de viande cuisinées, etc.). Selon les acteurs du secteur, l'origine exacte de ces produits est encore plus ardue à retracer que celle de la viande de bœuf elle-même.

Depuis 1999, le groupe Casino est propriétaire de différents établissements au Brésil via sa filiale GPA, Grupo Pão de Açúcar (Groupe Casino, 2020a) :

- les magasins "Pão de Açúcar" qui représentent la marque de luxe du groupe Casino,
- les hypermarchés et supermarchés Extra,
- les magasins Cash-and-Carry Assaí.

Notre attention s'est focalisée sur un échantillon de 10 magasins Assaí et Extra de GPA/Casino situés dans le Nord et le Nord-Ouest du pays, soit environ 1% de tous les magasins de GPA/Casino au Brésil (USDA Foreign Agricultural Service, 2019).

### Étape 2 : Remonter du produit vendu à l'abattoir

#### Pour les produits emballés :

Les enquêteurs ont collecté un total de 131 produits (surgelés ou non) dans les 10 magasins (Assaí et Extra) localisés dans 7 villes du Brésil (Tableau 5). Ci-dessous, un exemple de photos de produits vendus dans les magasins ; celles-ci montrent les différentes informations présentes sur l'étiquette et utilisées lors de l'investigation.



Photo 1 : Étiquette sur un produit de viande de bœuf vendu par GPA  
Source : Reporter Brasil et Envol Vert

État	Municipalité	Type de magasin
Pará	Belém	Assaí Atacadista
Pará	Ananindeua	Assaí Atacadista
Mato Grosso	Várzea Grande	Assaí
Mato Grosso	Cuiabá	Extra
Mato Grosso	Cuiabá	Assaí
Mato Grosso	Cuiabá	Extra
Mato Grosso	Rondonópolis	Assaí
Tocantins	Palmas	Extra
Amazonas	Manaus	Extra
Amazonas	Manaus	Extra

Tableau 5 : État, municipalité et type de magasin GPA visité lors de l'investigation.

Source : Reporter Brasil et Envol Vert

Les informations présentes sur l'étiquette permettent d'identifier les usines de transformation ou les abattoirs d'où provient le produit. En effet, le numéro CNPJ ou la référence SIF (Serviço Federal de Inspeção) est un numéro d'enregistrement précis qui correspond à une usine de production.

Cette méthode est utilisée pour les deux types de marques, mais principalement les **marques nationales**.

#### Pour la viande fraîche :

La seconde approche a été plus spécifiquement utilisée pour faire le lien entre les produits de **viande fraîche sous la responsabilité du groupe Casino** et les abattoirs. Le princi-

pal produit distribué comme "marque propre" dans les magasins de GPA/Casino au Brésil est la viande fraîche vendue directement sur l'étal du boucher. Pour **trouver** le lien entre cette viande et les abattoirs, les enquêteurs ont interrogé des employés de GPA travaillant dans la vente et le transport des carcasses afin de connaître la provenance de la viande sous leur responsabilité. Les interviews ont été réalisées dans deux magasins Extra dans la ville de Cuiabá au Mato Grosso.



Photo 2 : Étal de boucher dans un magasin Extra à Cuiabá  
Source : Enquête Envol Vert 2020



### Étape 3 : De l'abattoir à la ferme (directe ou indirecte)

Ce lien a été prouvé par des documents officiels collectés par les enquêteurs. La connexion peut ainsi se faire entre les fermes indirectes et directes, les abattoirs puis les distributeurs GPA/Casino. Pour protéger les sources et la sécurité des enquêteurs, la nature exacte de certains documents ne peut être révélée (Campos and Barros, 2020a, 2020b, 2020c).

Les données collectées par nos enquêteurs ont été partagées avec l'équipe de Chain Reaction Research afin qu'ils étudient plus précisément le lien avec les deux abattoirs de JBS à Diamantino et Araputanga au Mato Grosso. Ils ont été capables de fournir la liste complète des fournisseurs directs de ces abattoirs entre janvier 2018 et mai 2019.

### Étape 4 : De la ferme à la déforestation

Pour prouver la présence de déforestation (ou d'autres violations) sur une exploitation, la technique utilisée consiste à croiser les références cadastrales (CAR) des différents fournisseurs identifiés avec les blacklists du gouvernement brésilien (travail d'esclaves, amendes environnementales et zones sous embargo) ainsi qu'avec les alertes de déforestation de différents systèmes de surveillance (PRODES, Global Forest Watch).

La légalité ou l'illégalité d'une déforestation au Brésil peut être évaluée de différentes façons mais voici les deux principales :

- Le Code Forestier Brésilien, mis à jour en 2012 (Governo brasileiro, 2012). On y trouve notamment :

- la réserve légale : pourcentage de surface d'une propriété rurale sur laquelle la végétation naturelle doit être obligatoirement maintenue et protégée. En Amazonie légale, ce pourcentage est de 80% (cv. art.12.1.a).

- la date limite de déforestation, c'est-à-dire la date après laquelle le gouvernement considère que toute déforestation dans une réserve légale est illégale (ce qui doit se traduire par un arrêt immédiat des activités). Cette date est actuellement le 22 juillet 2008 (Section II, art.17, paragraphe 3).

- des régulations ou définitions complémentaires. Par exemple, celles concernant les APP (Aires permanentes de préservation) qui doivent être maintenues et entretenues par leur propriétaire. Ces surfaces peuvent s'ajouter à celle de la réserve légale.

- La législation des États brésiliens s'intéresse également à la caractérisation de l'illégalité d'une déforestation. Par exemple, au Mato Grosso, toute conversion ou destruction d'une forêt doit faire l'objet d'un accord des agences environnementales de l'État (Art.22 Loi n°233 du 21/12/2005) (Estado de Mato Grosso, 2005). Il est possible de consulter les autorisations sur le site officiel du SEMA (Secretaria de Estado do Meio Ambiente, 2020).

## B. COMMENT DES PRODUITS ISSUS DE LA DÉFORESTATION SONT VENDUS PAR LE GROUPE CASINO

**Point de vigilance :** Certaines informations confidentielles obtenues par nos enquêteurs sur le terrain ne peuvent être divulguées dans ce rapport. Ne souhaitant mettre personne en danger, Envol Vert privilégie la protection des sources.

### B.1. UNE DIVERSITÉ DE CAS DE DÉFORESTATION LIÉS AU GROUPE CASINO LA CARTE CI-DESSOUS RÉSUME

La carte ci-dessous résume les différents cas de déforestation identifiés comme étant connectés à la chaîne d'approvisionnement du groupe Casino. Ces cas sont issus de différentes sources : Fundacion Eco-social, Mediapart, Mighty Earth, Chain Reaction Research, Reporter Brasil. La connexion a été établie suite à l'investigation d'Envol Vert.





# UNE DIVERSITÉ DE CAS DE DÉFORESTATION LIÉS AU GROUPE CASINO

- Magasins GPA investigués (filiale du Groupe Casino)
- Ferme

## COLOMBIE

- Produits carnés vendus chez Exito (Casino)
- Le groupe Casino n'a pas mis de système de traçabilité en place et ne peut pas assurer que la viande vendue ne vienne pas de la déforestation
- L'élevage bovin est un vecteur important de la déforestation
- Exito (Casino) est leader de la grande distribution avec **43% de part de marché**

## LEMES - AMAZONIE VIANDE FRAÎCHE OU CONGELÉE, GPA (CASINO) SÃO PAULO ET RIO DE JANEIRO

- Parcelles non déclarées approvisionnant indirectement l'abattoir
- Zones sous embargo
- Amendes environnementales de l'IBAMA

Chaîne d'approvisionnement de GPA (Casino)

Source : Enquête Mediapart 2020.

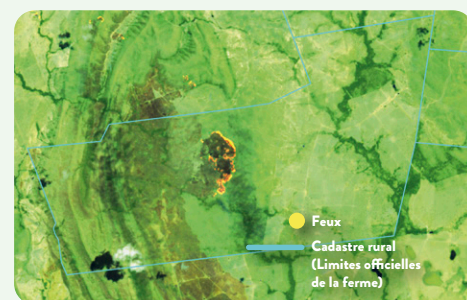
## FAZENDA ELLUS AMAZON VIANDE FRAÎCHE, EXTRA (CASINO), CUIABÁ

- **2774 Ha déboisés depuis 2019** dont **1962 Ha** à l'intérieur d'une aire de protection permanente (protégée)
- **50 alertes** de feux en 2019

Transfert d'animaux entre Janvier 2018 et Mai 2019

JBS Araputanga GPA (Casino)

Envol Vert a identifié JBS (Araputanga) comme un abattoir fournissant le rayon boucherie de 2 magasins Extra à Cuiabá



Confirmation visuelle des feux  
Source : NASA 2020, Chain Reaction Research

## FAZENDA SANTO ANTONIO- AMAZON - VIANDE FRAÎCHE ET CONGELÉ - EXTRA (CASINO) CUIABÁ

- **1649 Ha déforestés illégalement (10% de la surface totale)** dont 100,6 ha à l'intérieur d'une aire de protection permanente (protégée)
- **R\$ 1,3 millions d'amendes environnementales en 2012** (environ 239 000€)
- **268 Ha** sous embargo depuis 2016

### TRANSFERT D'ANIMAUX EN MARS 2019

JBS Diamantino GPA (Casino)

Envol Vert a identifié JBS (Diamantino) comme un abattoir fournissant le rayon boucherie de 2 magasins Extra à Cuiabá



Pistes de déforestation au sein de la ferme Santo Antônio  
Source : Mighty Earth - Rapid Response-Soy and cattle alert n°1

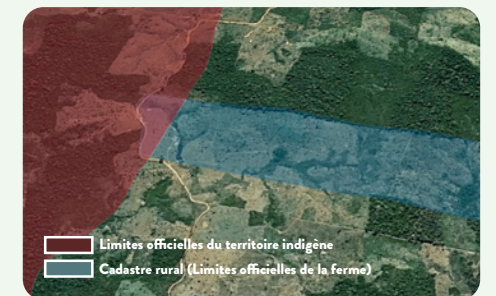
## FAZENDA JR- AMAZONIE - PRODUITS CONGELÉS, ASSAÏ (CASINO) RECIFE

- **8,3% de la ferme** sur le territoire indigène **Apyterewa**
- **14 Ha déforestés** sur le territoire indigène
- Considéré comme un occupant illégal de mauvaise foi par le MPF (Ministère Public Federal)

### Transfert d'animaux entre Mai 2018 et Décembre 2019

Marfrig Tucumá GPA (Casino)

Reporter Brasil a identifié Marfrig (Tucumá) comme un abattoir fournissant des produits à Assaï (Casino) à Recife.



Intrusion de la ferme JR sur le territoire indigène Apyterewa  
Source : Reporter Brasil (données SICAR)

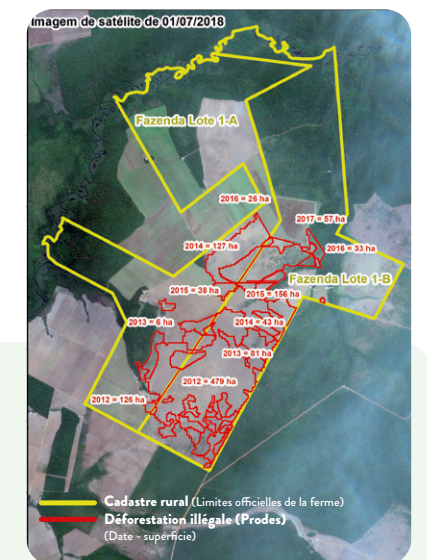
## FAZENDA BIANCHINI - AMAZONIE VIANDE FRAÎCHE OU CONGELÉE, EXTRA (CASINO) CUIABÁ

- **1171 Ha déforestés illégalement entre 2012 et 2017**
- **R\$ 29 millions d'amendes** (environ 5,3 millions d'€)
- Zones sous embargo

### Transfert d'animaux entre Avril 2018 et Juin 2019

JBS Diamantino GPA (Casino)

Envol Vert a identifié JBS (Diamantino) comme un abattoir fournissant le rayon boucherie de 2 magasins Extra à Cuiabá



Déforestation à l'intérieur des limites de la ferme Bianchini  
Source : Chain Reaction Research Données SICAR et PRODES



### B.1.1 DES DISTRIBUTEURS JUSQU'AUX ABATTOIRS

#### De la viande fraîche du boucher jusqu'aux abattoirs.

Notre enquête a permis de mettre en exergue des liens entre la viande fraîche vendue par GPA/Casino sous marque propre dans les magasins Extra à Cuiaba (Mato Grosso) et **les 2 abattoirs de JBS à Diamantino et Araputanga (Mato Grosso).**

Les enquêteurs ont en effet réalisé plusieurs interviews avec des employés dans les deux magasins Extra de Cuiaba, lesquels ont tous affirmé que la viande fraîche vendue provenait des abattoirs de JBS à Diamantino et Araputanga. Les livraisons de viande sont effectuées chaque mercredi. Des camions en provenance des abattoirs de JBS fournissent les carcasses directement aux supermarchés appartenant au groupe Casino qui les découpent pour les présenter sur l'étal du boucher.

Dans ces deux magasins Extra, la viande fraîche vendue et découpée sur place provient donc des abattoirs de JBS à Diamantino et à Araputanga.

#### Des produits surgelés jusqu'aux abattoirs.

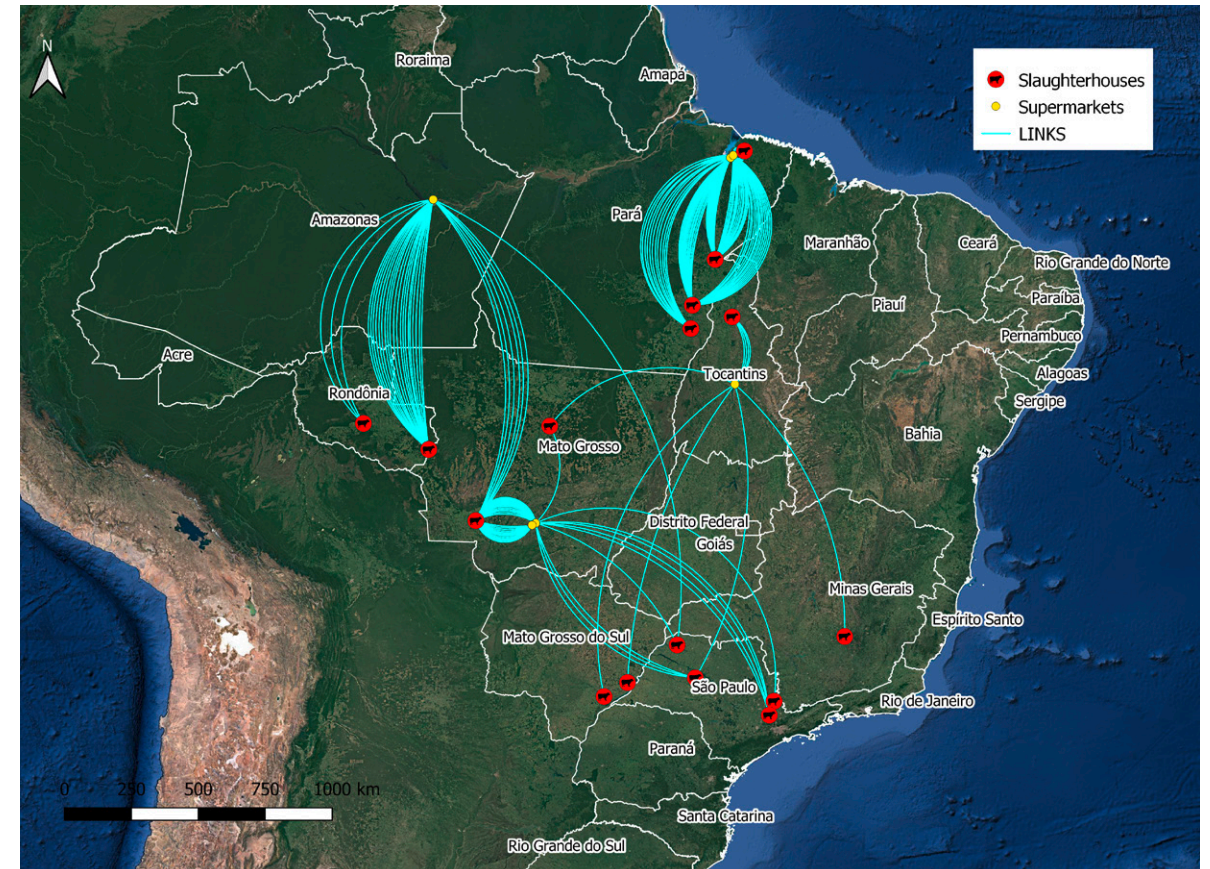
Pour les produits vendus sous marques nationales, les enquêteurs ont utilisé la même méthodologie que Reporter Brasil et Chain

Reaction Research lors de leur précédente investigation sur la période 2018-2019 (Faggin et al., 2019). Grâce aux 131 produits photographiés dans 7 villes et aux informations présentes sur les étiquettes, l'origine des produits a pu être cartographiée (Carte 5).

Les 131 produits proviennent de 21 abattoirs situés sur tout le territoire brésilien, dont 13 sont situés dans l'Amazonie légale et 1 est considéré comme à haut-risque selon le rapport d'Imazon (Barreto and Pereira, 2017).



Photo 3 : Camions devant les magasins Extra à Cuiaba (Mato Grosso).  
Source : Enquête Reporter Brasil 2020



Carte 3 : Liens entre les abattoirs et les magasins de GPA/Casino, mis en évidence grâce aux 131 produits identifiés.

Source : Aidenvironment et Reporter Brasil

### B.1.2 DES ABATTOIRS JUSQU'AUX FERMIERS AYANT ENFREINT LES LOIS

Des exemples spécifiques de déforestation illégale, localisés à la fois en Amazonie et dans d'autres biomes, sont détaillés ci-dessous. Nous avons sélectionné 4 cas qui sont représentatifs des principaux cas de figure selon nos partenaires au Brésil. Ces fermes, dont les pratiques entraînent des conversions d'écosystèmes et des dégradations sociales, sont liées aux abattoirs identifiés dans la chaîne d'approvisionnement de GPA/Casino.

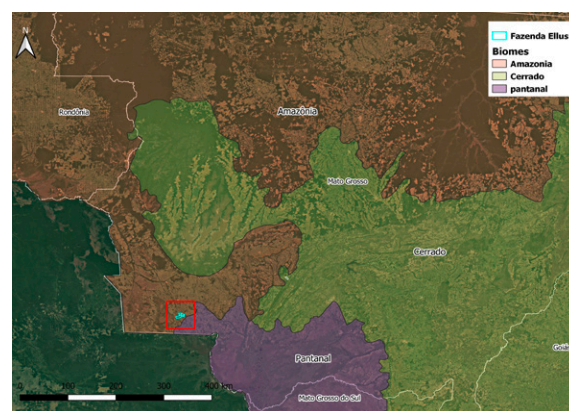


**“Fazenda Ellus” connectée aux viandes fraîches vendues dans les magasins Extra et 36 produits vendus sous marque nationale à Cuiabá, Rondonópolis et Varzea Grande (Mato Grosso)**

**FAZENDA ELLUS (MATO GROSSO), AMAZONIE**

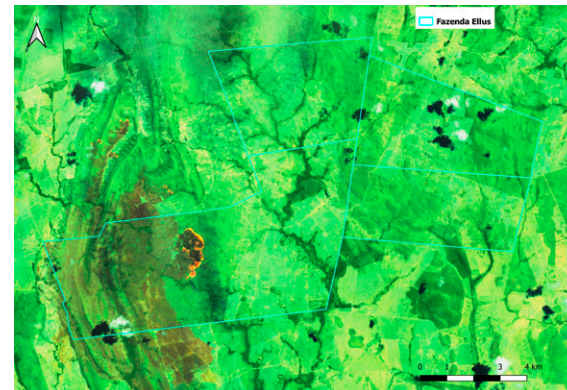
- 2 477 ha de forêt brûlés en 2019.
- Fournisseur direct de JBS à Araputanga sur l'année 2018-2019.
- Viande fraîche vendue de JBS à Araputanga aux magasins Extra de GPA/Casino à Cuiabá.

Chain Reaction Research a relié l'abattoir JBS d'Araputanga à une parcelle déboisée de la ferme “Fazenda Ellus” dans le biome amazonien. En effet, de nombreux animaux ont été transférés de cette ferme jusqu'à l'abattoir de JBS. Cette ferme a connu selon CRR plus de 2 477 ha de déforestation par le feu en 2019 dont 1 962 ha dans la zone d'Aire Permanente de Préservation. Or, les APP sont supposées être protégées et maintenues par les propriétaires (Sect II; art.7;part.1) (Governo brasileiro, 2012).

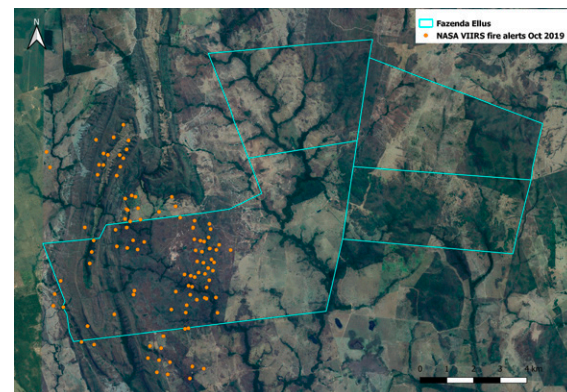


**Carte 4 :** Géolocalisation (bleu) de la ferme “Fazenda Ellus” dans le biome amazonien (marron)  
**Source :** Chain Reaction Research

Ci-dessous, les images satellites de la NASA d'octobre 2019 offrent les confirmations visuelles (Carte 5, Image 3) des feux de forêt à l'intérieur des limites de la ferme. Le système MODIS, quant à lui, permet de visualiser les nombreuses alertes d'incendie (Carte 6, Image 4).



**Carte 5 :** Confirmation visuelle des feux à l'intérieur des limites de Fazenda Ellus  
**Source :** Chain Reaction Research (images de la NASA 2019)

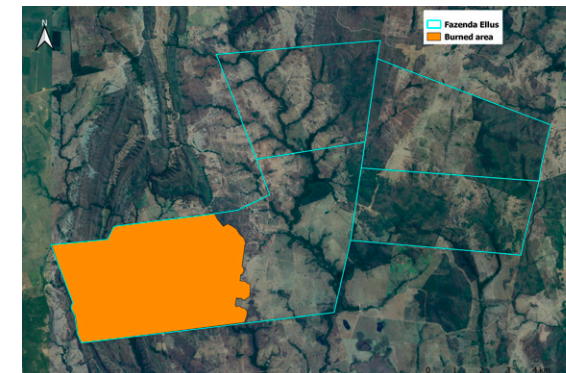


**Carte 6 :** Alertes de feux (points orange) à l'intérieur des limites officielles (CAR) de la ferme  
**Source :** Chain Reaction Research (alertes de MODIS, Octobre 2019)

Ci-dessous, sont représentées :

- La superficie totale de forêt détruite par ces feux (Carte 7)
- Les différentes zones officiellement reconnues par le gouvernement brésilien comme étant des zones d'aires protégées (Carte 8) à l'intérieur des limites cadastrales de la ferme.

Il est donc facile de constater que les zones de forêts détruites se superposent avec les zones protégées. La viande issue de cette ferme, distribuée par le groupe Casino est donc directement liée à de la déforestation dans des aires protégées.



**Carte 7 :** Superficie totale détruite par les feux à l'intérieur des limites de la ferme Fazenda Ellus  
**Source :** Chain Reaction Research basé sur les images de la NASA



**Carte 8 :** Zones protégées officielles et superficie totale détruite par les feux  
**Source :** Chain Reaction Research

En synthèse, ce cas démontre que certains abattoirs sont incapables d'assurer le contrôle de leurs fournisseurs directs même quand ceux-ci ont déboisé au sein d'aires protégées par la loi brésilienne.

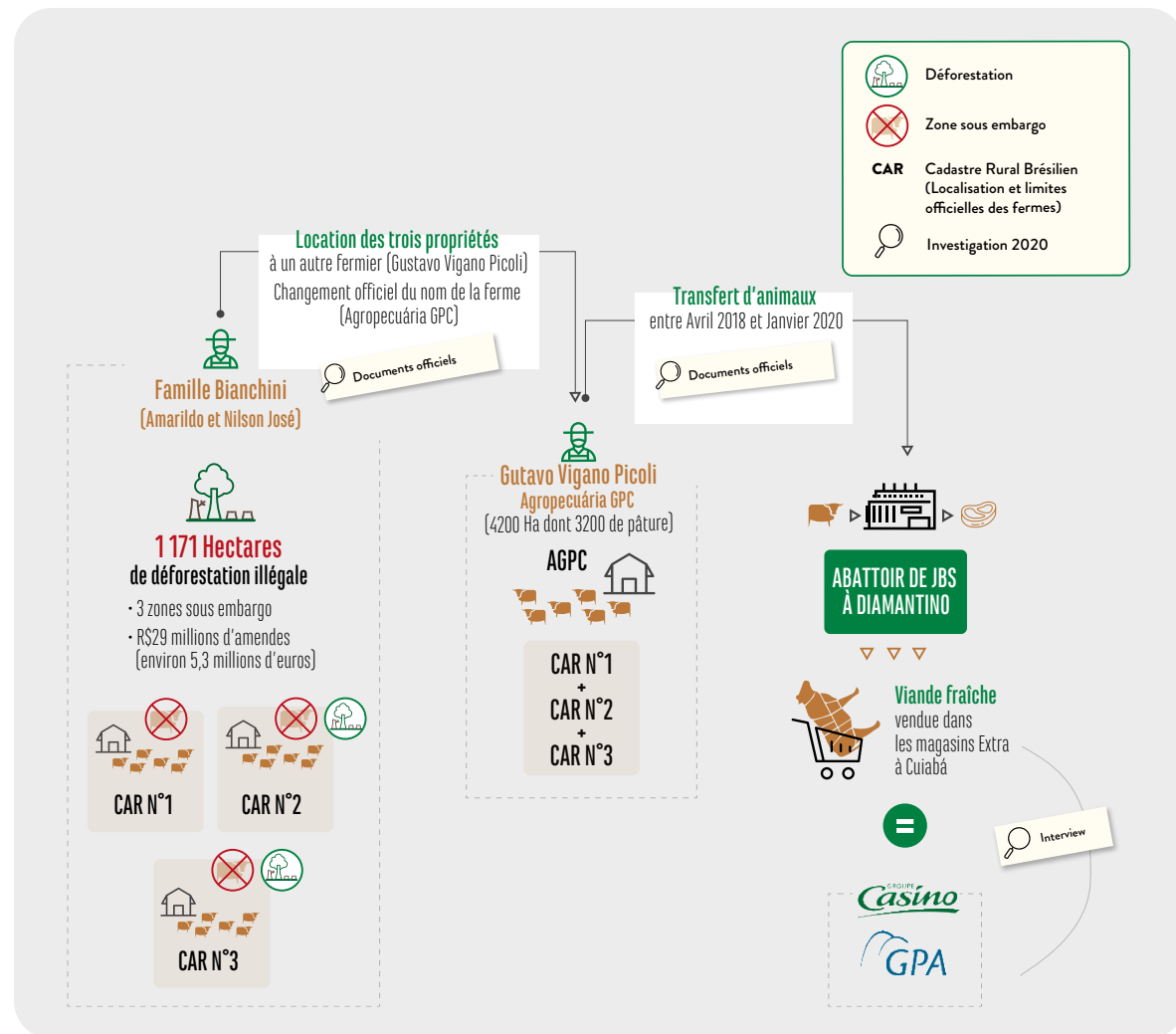


“Fazenda Bianchini” directement connectée à la viande fraîche vendue à Cuiabá mais aussi à 13 produits vendus sous marques nationales

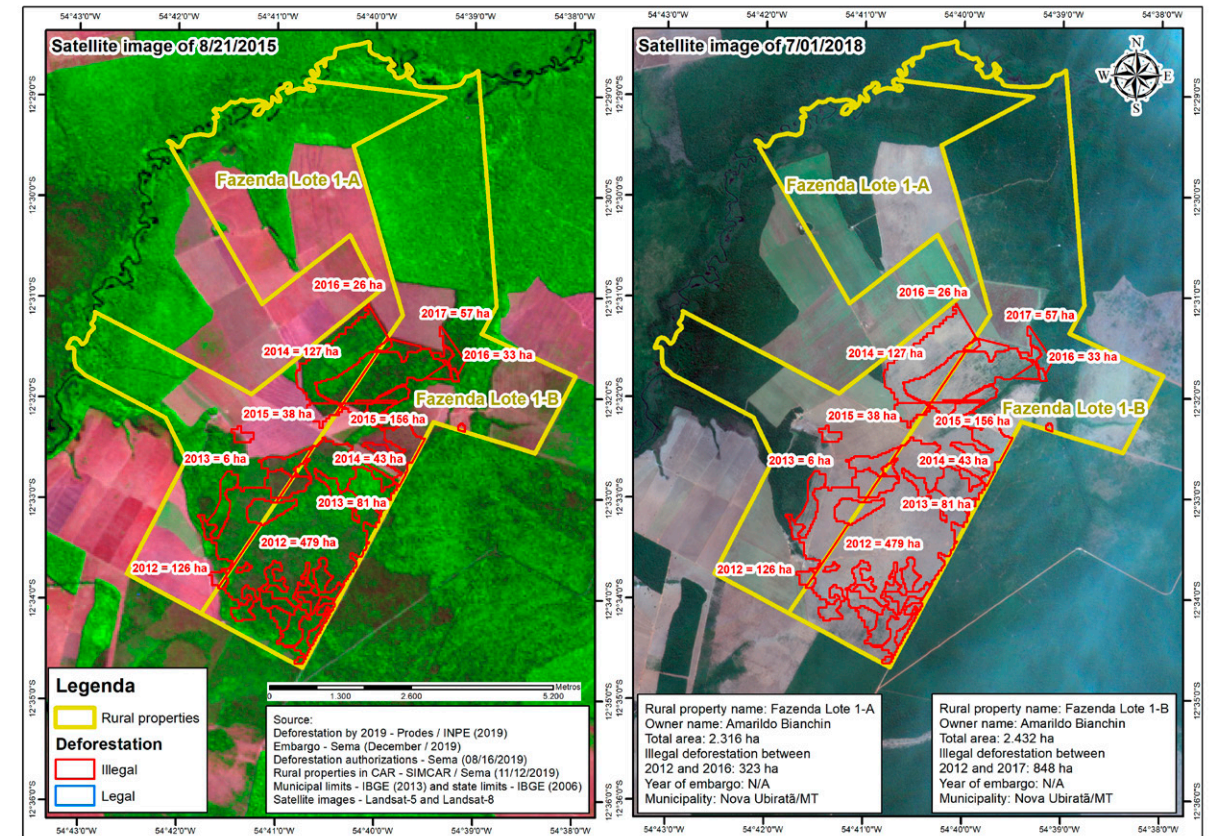
**FAZENDA BIANCHINI (MATO GROSSO), AMAZONIE.**

- 1 171 ha de déforestation entre 2012 et 2017.
- R\$ 29 millions d'amendes par l'IBAMA lors des 7 dernières années
- Entre 2018 et 2020, de nombreux animaux sont envoyés à l'abattoir de JBS à Diamantino.
- JBS Diamantino vend de la viande fraîche aux magasins Extra de GPA/Casino à Cuiabá.

### PREMIER CAS DE BOEUF PIRATE, LA FAMILLE BIANCHINI



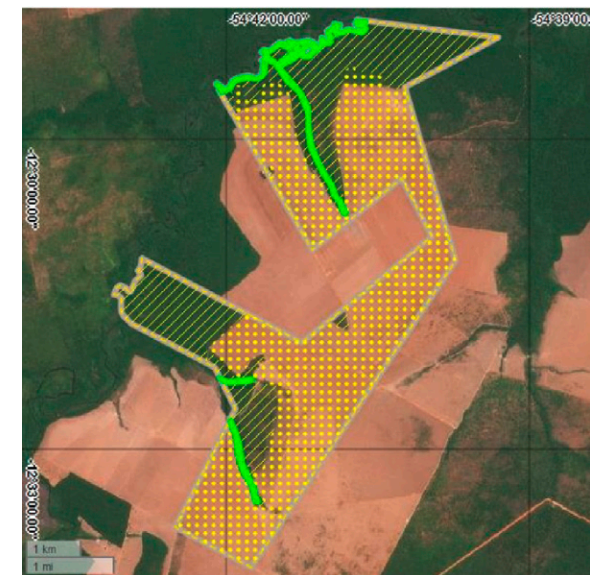
**Infographie 8 :** Premier cas de bœuf pirate, la Famille Bianchini  
 Source : Envol Vert



**Carte 9 :** Cas de la Fazenda Bianchini avec la comparaison de 2 cartes entre 2015 et 2018 avec en rouge les parcelles de forêt déboisées  
 Source : Envol Vert

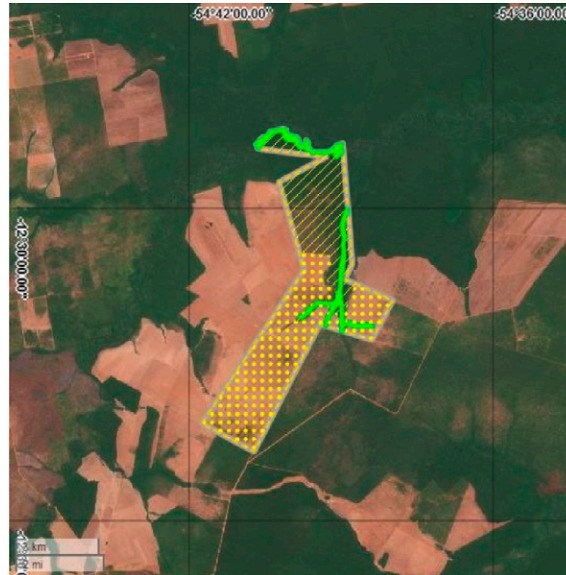
Au cours de cette enquête, Reporter Brasil a relié l'abattoir de JBS à Diamantino avec la ferme Bianchini (Campos and Barros, 2020a). Localisée dans la municipalité du Nova Ubiratã au Mato Grosso, la ferme est détenue par la famille Bianchini (Amarildo Bianchini et Nilson José Bianchini). Elle est composée de trois zones limitrophes ayant trois cadastres officiels différents (Cartes 10, 11, 12). La superficie totale est de 5 562 ha en plein cœur de l'Amazonie.

La superficie totale est de 5 562 ha en plein cœur de l'Amazonie. La loi brésilienne (Ministère de l'environnement, ou MMA) interdit pourtant à un même propriétaire de posséder des zones limitrophes ayant des numéros de cadastres différents (Ministerio do Meio Ambiente, 2014).

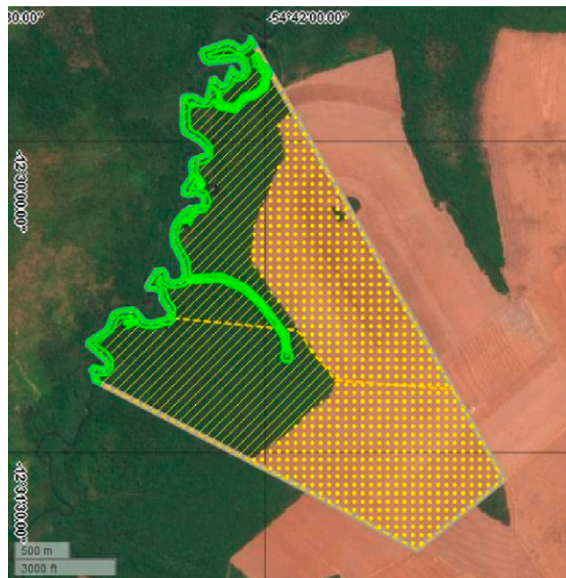


**Carte 10 :** Fazenda Bianchini Lote 01-A cadastre rural (Nord-Ouest)  
 Source : Envol Vert (basé sur le SICAR)





**Carte 11** : Fazenda Bianchini Lote 01-B cadastre rural (Est)  
Source : Envol Vert (basé sur le SICAR)



**Carte 12** : Fazenda Bianchini cadastre rural (Nord central)  
Source : Envol Vert (basé sur le SICAR)

Lors des sept dernières années, l'Ibama a distribué de nombreuses amendes pour un total de 29 millions R\$ (soit 5,2 millions d'euros) à Amarildo Bianchini pour des violations de règles environnementales sur la ferme "Fazenda Bianchini".

Voici quelques exemples d'infractions sur cette propriété :

- En 2013, Amarildo Bianchini a reçu une amende pour avoir coupé illégalement 1 296 ha de végétation primaire.
- En 2016, il est reconnu coupable et condamné pour la même infraction sur 86 ha (Carte 14).
- Il a également reçu des amendes en 2013, 2015 et 2016 pour ne pas avoir respecté l'embarco imposé par l'Ibama sur ses fermes, et avoir laissé des animaux pâturer, empêchant ainsi la réimplantation de la végétation naturelle (Campos and Barros, 2020a).

Les zones sous embargo par l'agence environnementale (IBAMA) concernant la ferme "Bianchini" couvrent les 3 différentes zones enregistrées sur le Cadastre rural (Cartes 13, 14, 15).

Cette famille possède donc un long dossier en termes d'amendes environnementales, de déforestation et de zones sous embargo. Nos enquêteurs ont calculé qu'une surface totale de 1 171 ha avait été déforestée entre 2012 et 2017, principalement sur les zones Nord-Ouest et Est (Lote 01-A et Lote 01-B, carte 9 et 10) (Tableau 7).

FERME	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Total
Fazenda Lote 1-B	479,2	80,9	43	155,9	32,5	57	0	0	848,5
Fazenda Lote 1-A	126	5,9	127	38,2	126	0	0	0	323,3

**Tableau 4** : Superficie totale déforestée (ha) par année sur la ferme "Bianchini"  
Source : Envol Vert

A la suite de ces nombreuses irrégularités et violations des règles, Amarildo Bianchini a loué sa propriété à un autre fermier. La superficie totale louée est de 4 200 ha dont 3 200 ha de pâtures. Cette location a été étudiée par l'Université fédérale du Parana.

Le nouveau locataire, Gustavo Vígano Picoli, a renommé la ferme « Agropecuária GPC » (Ferrari, 2018). Pour autant, rebaptiser une propriété ne supprime pas les embargos de l'État. Ci-dessous, les zones sous embargo (Ibama, 2020b, 2020c, 2020a) :



**Carte 15** : Troisième zone sous embargo  
Source : Ibama



**Carte 13** : Première zone sous embargo  
Source : Ibama



**Carte 14** : Deuxième zone sous embargo  
Source : Ibama

Cette "nouvelle" ferme a fourni de nombreux animaux à des abattoirs de la zone, notamment à JBS. La ferme Agropecuária GPC a ensuite vendu un nombre conséquent d'animaux à l'abattoir JBS de Diamantino au Mato Grosso entre avril 2018 et janvier 2020.

En plus de ces ventes directes, Agropecuária GPC a aussi transféré des animaux pour engraissement au sein d'une autre propriété de Gustavo Vígano Picoli, la ferme "Pedra Farm" dans la province du Sorriso au Mato Grosso. Cette dernière a ensuite vendu des animaux aux abattoirs de JBS à Colíder (2019) et encore une fois à Diamantino (2018) (Campos and Barros, 2020a).

Or, le fait d'acheter des animaux dans une ferme sous embargo en Amazonie brésilienne est une violation des accords passés entre les abattoirs et le MPF (Ministère public fédéral), mais aussi de l'accord Minimum criteria for Industrial Scale Cattle Operation in The Brazilian Amazon Biome. Cette pratique va à l'encontre du plan de vigilance de GPA/Casino sur l'achat de bœuf soutenable, notamment concernant les fermes directes.



**“Fazenda Lua Clara” dans le Cerrado, directement connectée à la viande fraîche vendue à Cuiabá et 13 produits vendus sous marques nationales**

**FAZENDA LUA CLARA, CAMPOS DE JULIO (MT), CERRADO**

- 835 ha de déforestation illégale
- Zone sous embargo en 2018
- Documents officiels prouvant le transfert d’animaux jusqu’à l’abattoir JBS à Diamantino.
- Fournisseurs de viandes fraîches aux magasins Extra de GPA/Casino à Cuiabá.

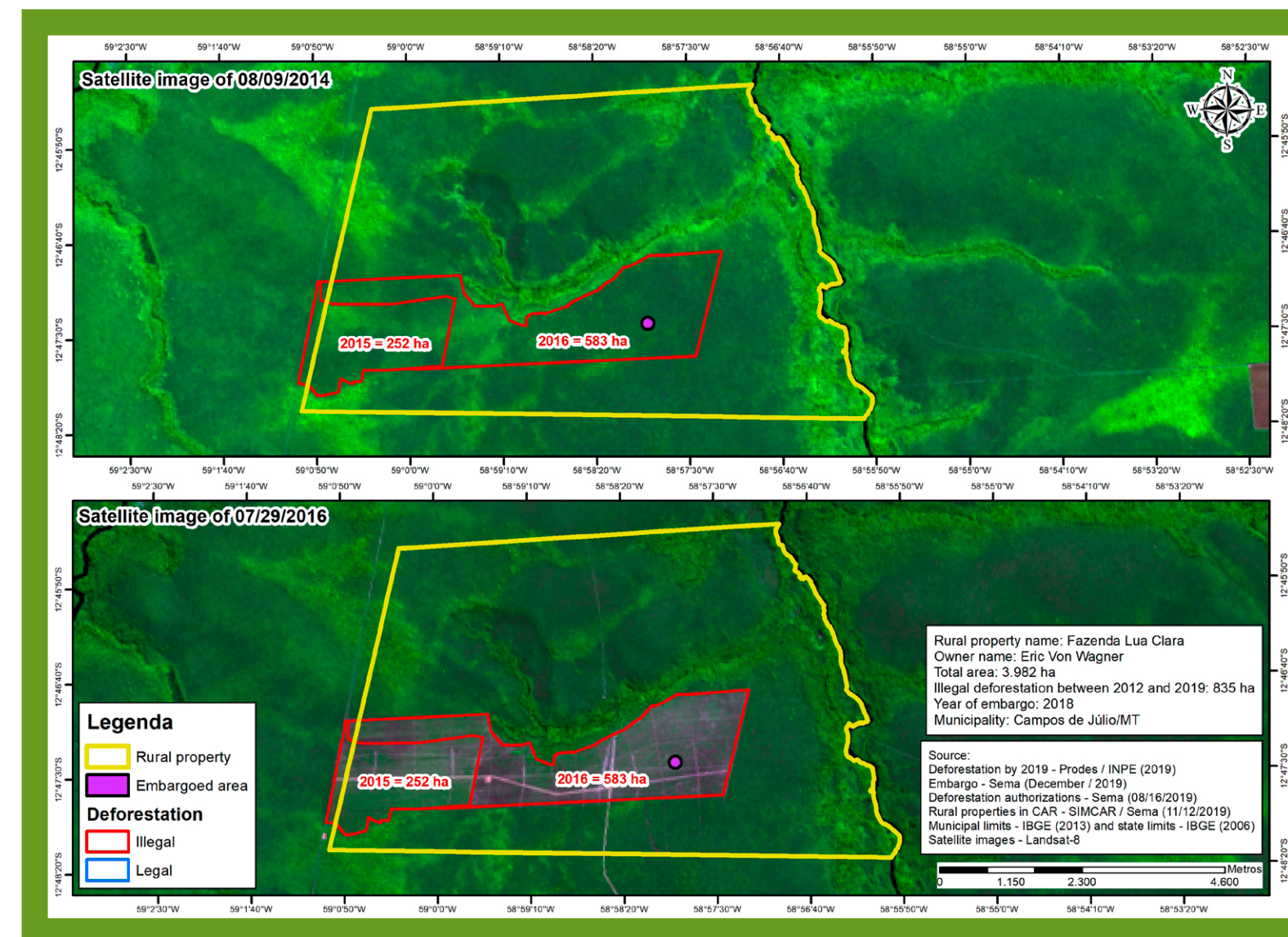
Ce cas est très intéressant car il se situe dans le biome du Cerrado au Brésil. Il faut savoir que, l’accord TAC signé entre l’abattoir JBS et le MPF, visant à proscrire l’achat d’animaux provenant de zones déboisées, couvre toute l’Amazonie légale. Or, l’Amazonie légale inclut d’autres biomes que la forêt amazonienne, notamment le Cerrado (JBS, 2013). Même si l’outil officiel de suivi de la déforestation dans le Cerrado n’est disponible que depuis 2018 (INPE, 2018), ces transactions restent bien illégales.

D’autre part, le groupe GPA/Casino est aussi signataire du Manifeste pour le Cerrado (GPA, 2017), qui enjoint les entreprises à réduire la déforestation dans le biome du Cerrado (Manifesto do Cerrado, 2017). Mais la politique d’achat du groupe Casino ne cite pas spécifiquement le suivi ou le contrôle de la déforestation sur ce biome.

Le cas présenté ici fait le lien entre la ferme Lua Clara dans la province de Campos de Júlio au Mato Grosso avec les magasins Extra de GPA/Casino à Cuiabá. La principale problématique avec cette ferme est encore une fois la déforestation illégale. Les enquêteurs ont identifié 835 ha (Campos and Barros, 2020b) de forêt détruite et transformée en pâture pour vaches entre 2015 et 2016 (Carte 16). Le propriétaire n’étant pas en possession de l’autorisation légale requise, il s’agit donc de déforestation illégale (Estado de Mato Grosso, 2005).

Lorsque les autorités ont découvert ces pratiques de déforestation illégale, la ferme a été placée sous embargo en 2018 (Campos and Barros, 2020b).

Des documents officiels non-divulgables indiquent que des animaux ont été envoyés à l’abattage en juillet 2019 dans l’usine Diamantino de JBS (Campos and Barros, 2020b). Cette transaction a eu lieu après la notice de mise sous embargo de la propriété et est donc reconnue comme illégale.



**Carte 16 :** Ferme Lua Clara, déforestation illégale et zone sous embargo  
**Source :** Enquête Reporter Brasil et Envol Vert 2020



### B.1.3 ZOOM SUR L'INVASION D'UN TERRITOIRE AUTOCHTONE PAR UNE FERME FOURNISSANT UN MAGASIN ASSAÍ DE GPA/CASINO

#### FAZENDA JR, PARÁ, AMAZONIE

- 14 ha déforestés illégalement
- 8% de la superficie situés sur un territoire autochtone protégé
- Documents officiels prouvant le transfert d'animaux jusqu'à l'abattoir de Marfrig à Tucuma
- En 2019, Chain Reaction Research et Reporter Brasil ont relié l'abattoir de Marfrig à Tucuma à un magasin Assaí à Recife

Le cas présenté ici met en évidence une problématique importante et très fréquente dans ce secteur.

Au Brésil, il existe de nombreuses populations autochtones (environ 256 selon une analyse de l'IBGE, Institut Brésilien de Géographie et des Statistiques) (Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística, 2020).

Cependant, la reconnaissance officielle du gouvernement n'empêche pas l'invasion de ces territoires autochtones : bûcherons, fermiers, ou encore mineurs mènent leurs activités librement dans ces zones (Campos and Barros, 2020c).

La CIMI (Conseil des populations autochtones du Brésil) a publié un rapport mettant en avant une augmentation récente du nombre de violences contre les populations autochtones (Beretz, 2019) :

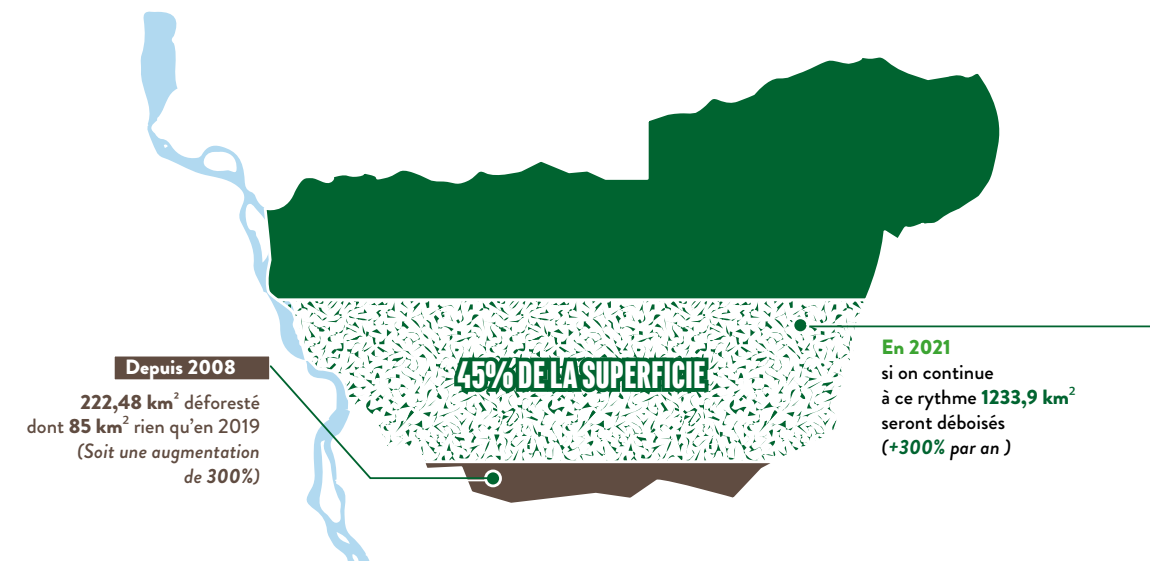
“Les résultats préliminaires de 2019 montrent que dans les 9 premiers mois du gouvernement de Bolsonaro, il y avait déjà 160 cas d'invasion de territoire, d'exploitation illégale des ressources naturelles et de dommages aux propriétés sur 153 territoires autochtones. Deux fois plus que l'année précédente.”

Dans le cas actuel, José Roberto Alves Rezende est propriétaire d'une ferme localisée dans la municipalité de São Félix do Xingu dans le Pará. Elle comprend des terres déboisées, dont 8,3% (environ 14 Ha) sont situées sur le territoire autochtone Apyterewa (Carte 17). Dans sa déclaration de cadastre rural, le propriétaire avait pourtant essayé de revendiquer une superficie plus grande de 100 ha située à l'intérieur du territoire. Cette tentative, amenée devant la cour de Justice, a été considérée comme une demande de mauvaise foi de la part de José Roberto Alves Rezende par le MPF (Ministère Public Fédéral).

Et ce cas n'est pas unique sur ce territoire comme l'indique Reporter Brasil (Campos and Barros, 2020c) ! Le territoire autochtone Apyterewa appartient officiellement au peuple Parakana selon un décret émis en avril 2007. Il compte une population d'environ 470 autochtones. Pourtant, ce territoire a connu le deuxième plus fort taux de déforestation et d'invasion entre août 2018 et juillet 2019. L'augmentation de la déforestation sur ce territoire a atteint quasiment 300% par an sur les trois dernières années (PRODES (Desmatamento), 2020).

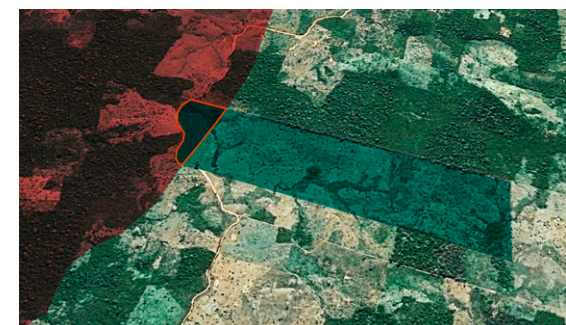
### TERRITOIRE INDIGÈNE APYTEREWA

Source: TerraBrasilis (PRODES)



Infographie 9 : Augmentation de la déforestation sur le territoire autochtone Apyterewa  
Source : TerraBrasilis (PRODES) et calcul Envol Vert

Ce ne sont pas seulement les habitats de ce peuple, mais aussi leur moyen de subsistance et de vie qui sont détruits. Entre le 20 juillet et le 20 août 2019, au cœur de la saison des feux en Amazonie, 116 incendies ont été signalés sur le territoire autochtone Apyterewa. Ce fut le quatrième territoire autochtone du pays le plus affecté durant cette période (Instituto Socioambiental, 2019).



Carte 17 : Fazenda JR (la ferme en bleu) empiète sur le territoire autochtone Apyterewa (en rouge)  
Source : Reporter Brasil 202

Une cour de justice fédérale a officiellement condamné l'invasion du territoire autochtone. Le MPF précise que cette décision date maintenant de 10 ans. Pourtant, aucune mesure effective n'a été mise en place. “Des fermiers s'appropriant illégalement des terres mais avec un fort pouvoir économique ont investi dans une bataille juridique contre l'évacuation du territoire Apyterewa afin de retarder l'évacuation des occupants” (MPF, 2020).

Le MPF a déposé une plainte contre la Funai (Fondation Nationale de l'Indien) et a demandé une amende journalière de 5000 R\$ jusqu'à la sortie totale des occupants illégaux du territoire (MPF, 2009). En effet, la Funai a été enjointe de remettre en place un groupe



de travail sur l'évacuation de ce territoire, abandonné depuis quelques années (Campos and Barros, 2020c).

Enfin, c'est grâce aux enquêtes de Reporter Brasil et Chain Reaction Research menées en 2019 qu'il a été possible de reconstituer le lien entre la déforestation au sein du territoire autochtone et les produits vendus par GPA/Casino. Leurs rapports montrent qu'entre mai 2018 et décembre 2019, de nombreux animaux ont été envoyés à l'abattoir de Marfrig à Tucuma. Cet abattoir a ensuite fourni des produits congelés au magasin Assaí à Recife (Faggin et al., 2019).

L'entreprise Marfrig a été contactée par les enquêteurs de Reporter Brasil en mai 2020 et a confirmé cette transaction. Cependant, ce géant du conditionnement de viande rejette toute responsabilité, soulignant la marge d'erreur de 10% des outils de cartographie sur les coordonnées de la ferme concernée (Campos and Barros, 2020c, Marfrig, 2020).

Ceci n'est pas un cas isolé. En effet, la FUNAI a compté en mars 2016 presque 50 000 têtes de bétail illégalement introduites au sein du territoire autochtone et 1 175 occupants illégaux. 75% d'entre eux (883 personnes) furent considérés par la cour de justice comme occupants illégaux de mauvaise foi : ils n'ont donc aucun droit sur les terres à l'intérieur de la zone (Campos and Barros, 2020c).



© CREDIT PHOTO - RODRIGO VARGAS

## VII. 2020, C'EST LE TEMPS DE L'ACTION ! LE GROUPE CASINO DOIT APPORTER PLUS DE DURABILITÉ DANS SA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

Envol Vert a demandé plus de robustesse dans la politique d'approvisionnement du bœuf au groupe Casino en France (décembre 2019) et Éxito en Colombie (octobre 2019). Depuis lors, aucun changement concret ni public n'a été constaté, même si quelques réunions avec des entreprises brésiliennes locales ont eu lieu. Suite à notre lettre présentant les principaux résultats de notre enquête et une liste de demandes, le groupe Casino a fait savoir à Reporter Brasil qu'il faisait partie du Groupe de travail pour

les fournisseurs indirects (GTFI). Cependant, les résultats de cette enquête montrent que différents produits issus de la déforestation sont présents dans les magasins GPA/Casino. Envol Vert demande au groupe Casino de prendre des mesures fortes afin d'obtenir des résultats concrets dont il rendra compte publiquement en les intégrant dans son plan de vigilance.

Pour mettre en œuvre sa nouvelle politique, le groupe Casino doit suivre les recommandations de l'Afi (Accountability Framework Initiative, 2016) sur le cadre de responsabilisation du secteur privé.

### A. L'IMPACT POTENTIEL DU GROUPE CASINO SUR LES ÉCOSYSTÈMES NATURELS D'AMAZONIE BRÉSILIENNE EN 2019

Envol Vert s'est prêté à évaluer ce que devrait faire le groupe Casino dans le cadre du devoir de vigilance et a réalisé l'analyse de risques en mesurant schématiquement l'impact potentiel de GPA/Casino sur l'Amazonie brésilienne en 2019, une année marquée par de nombreux feux de forêts dans l'Amazonie.

#### Estimation de l'impact de GPA/Casino sur la forêt amazonienne en 2019 :

Une approche la plus conservatrice possible a été choisie afin de minimiser l'impact du



groupe. Les chiffres utilisés pour réaliser cette estimation proviennent tous de rapports récents ou de données officielles. Les données officielles du PRODES sont prises comme référence pour obtenir la superficie de déforestation en Amazonie légale en 2019 : 976 200 ha (INPE, 2020a).

De cette surface totale doit être identifiée la part attribuable à la création de pâturages pour le bétail. D'après divers organismes scientifiques, cette dernière fluctue entre 60% et 80% de la déforestation totale (CIRAD, 2020 ; INPE 2014 ; IPAM). World Resources Institute de Hansen et al (2019) estime que l'élevage bovin est la principale cause de déforestation avec une responsabilité de **63%** sur la déforestation (Butler, 2020). Les données officielles du PRODES sont prises comme référence pour obtenir la superficie de déforestation en Amazonie légale en 2019 : 976 200 ha (INPE, 2020a).

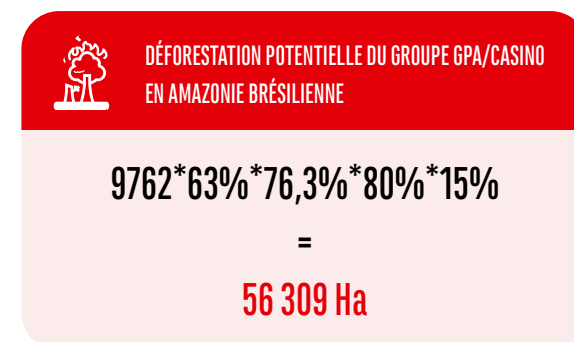
Puis, le nombre obtenu précédemment est multiplié par le pourcentage de viande consommée localement au Brésil. Le rapport sur la viande bovine de l'ABIEC publié en 2020 indique que la viande consommée localement représente **76,3%** de toute la viande produite au Brésil (ABIEC, 2020).

Enfin, ce résultat est multiplié par la quantité de viande vendue par les distributeurs au Brésil et ensuite plus spécifiquement par le Grupo Pão de Açúcar. Ces chiffres sont tous issus d'une déclaration du service de l'agriculture

étrangère de l'USDA publiée en 2019. Il est principalement basé sur les chiffres présentés par l'ABRAS (Association des supermarchés brésiliens) (ABRAS, 2019, USDA Foreign Agricultural Service, 2019). Le **secteur de la vente au détail représente 80%** de la vente de nourriture et de boissons dans le pays.

Enfin, la part de marché du Groupe GPA/Casino au Brésil était de **15% en 2018** selon le "classement 500" de l'ABRAS (ABRAS, 2019, USDA Foreign Agricultural Service, 2019).

Il est maintenant possible d'estimer la quantité de forêts amazoniennes abattues au Brésil en 2019, et potentiellement en lien avec les produits carnés vendus par tous les magasins du Groupe GPA/Casino au Brésil si aucune politique spécifique n'était mise en place.



**La superficie de l'Amazonie brésilienne détruite en 2019 en raison de l'élevage de bœuf vendu dans les magasins du groupe GPA/Casino serait alors équivalente à plus de 5 fois la superficie de Paris !**

Cet indicateur démontre que le groupe français Casino a une forte responsabilité dans la déforestation en Amazonie brésilienne. Sachant que 59% de la déforestation se situe dans les fermes indirectes, pourquoi le groupe Casino ne mène-t-il aucune politique de prévention ?

La question se pose aussi pour le Cerrado et la Colombie, qui ne sont pas non plus couverts par la politique du groupe Casino.



## B. LES DEMANDES D'ENVOL VERT AU GROUPE CASINO : METTRE EN PLACE DES ACTIONS CONCRÈTES ET IMMÉDIATES À LA HAUTEUR DES ENJEUX

### S'engager publiquement contre la déforestation

Le groupe Casino doit présenter publiquement et dès que possible sa **politique NDPE (Non-Deforestation, Non-Peat and Non-Exploitation)**. Elle devra contenir un engagement à produire ou à s'approvisionner en matières premières affranchies de tout défrichage et de toute conversion de végétation naturelle, au-delà des seules forêts. Cela signifie que la politique d'achat visera à protéger la forêt mais également les autres écosystèmes naturels, y compris le Cerrado, le Gran Chaco et l'Orénoque.

#### • Mettre en place des objectifs datés, des indicateurs de suivi communs et cadrés

Les nouveaux engagements du groupe Casino doivent s'appliquer à toute la chaîne d'approvisionnement, **y compris les exploitations indirectes**. En effet, celles-ci supportent la plupart des enjeux du secteur de la viande bovine en Amérique du Sud et sont donc prioritaires. Au vu de l'urgence de la situation de la déforestation liée au bœuf, les actions proposées dans la **politique NDPE** doivent être lancées dès que possible afin d'atteindre les objectifs **au plus tard en 2022**.



De plus, tous les objectifs du groupe doivent être précisément jalonnés dans le temps, localisés et facilement quantifiables.

• **Détailler les principaux engagements relatifs à l'arrêt de la déforestation, à la protection des tous les écosystèmes naturels et au respect des droits de l'Homme**

Ces engagements seront axés sur des actions et résultats concrets, avec **l'inclusion de dates limites de déforestation** pour chaque commodité, principalement la viande bovine, au-delà desquelles la conversion naturelle de l'écosystème ne sera pas acceptée.

Ces dates limites doivent être mises en œuvre pour tous les écosystèmes. Par exemple, dans le cas du bœuf au Brésil, la date limite de déforestation pour le bœuf provenant de l'Amazonie légale brésilienne est **octobre 2009**, ce qui signifie que de la viande de bœuf issue d'une exploitation qui aurait été déforestée postérieurement à cette date est considérée comme contribuant à la déforestation. Des **dates de références doivent être également appliquées pour le bœuf provenant du Cerrado ou des autres écosystèmes.**

Ces engagements doivent s'appliquer au minimum à **tous les produits vendus par le groupe Casino contenant des commodités** identifiées par la «Stratégie Nationale de lutte contre la Déforestation Importée» (SNDI) (Ministère de la Transition écologique et solidaire, 2018). Par exemple, pour la viande de bœuf, tous les produits y compris la **viande fraîche et les produits transformés** seront pris en compte. Ces engagements doivent s'appliquer à **tous les magasins, en France comme en Amérique du Sud.**

Les engagements et le plan d'action doivent inclure toutes les activités du Groupe, en particulier celles concernant la **viande bovine au Brésil ET en Colombie.**

Un **plan spécifique pour les marques nationales** doit être élaboré et rendu public afin d'exclure les produits n'étant pas conformes à la politique du Groupe.

En ce qui concerne les droits de l'Homme et les droits des travailleurs, le groupe Casino doit s'engager à respecter les **droits des peuples autochtones et des communautés locales** dans toutes leurs activités d'approvisionnement. Le groupe Casino doit notamment s'assurer d'avoir leur consentement libre, préalable et informé (**CLIP**) avant toute activité ou transaction provenant de leurs territoires. De plus, **aucune conversion d'écosystèmes naturels ou protégés sur un territoire autochtone ne doit être admise** dans les chaînes d'approvisionnement du groupe Casino (fournisseurs directs et indirects, marques propres et nationales).

## C. ADOPTER DES MESURES ROBUSTES DÈS MAINTENANT

### Porter l'engagement contre la déforestation de façon effective dans toute l'entreprise

Le Groupe doit engager la responsabilité de la direction et du conseil d'administration afin de respecter ses engagements et de rendre des comptes publiquement sur les avancées et résultats.

Les engagements doivent aussi être intégrés directement dans les processus décisionnels de toutes les activités du groupe.

Le portage politique de ces changements majeurs de fonctionnement s'opère en termes de volonté stratégique avec notamment la **création de postes spécifiques**. Les engagements du groupe **devront être promus publiquement par la direction lors d'événements clés** en Amérique du Sud et en France, par exemple lors du Congrès mondial de l'UICN à Marseille en janvier 2021.

• **Évaluer le risque et établir une traçabilité jusqu'aux exploitants indirects**

**L'origine indirecte** des matières premières dans les chaînes d'approvisionnement doit être connue et contrôlée par le groupe Casino afin de vérifier que les unités de production et de transformation fournissant le Groupe **respectent les critères NDPE**. Cette connaissance doit permettre de déterminer l'étendue et la nature des irrégularités devant être résolues dans le temps.

Pour le secteur de la viande bovine, cela signifie que le groupe Casino contrôlera lui-même les exploitations directes et indirectes de sa chaîne d'approvisionnement. Il effectuera a minima un échantillonnage dans les régions et les fronts de déforestation reconnus comme étant les plus risqués. Il ne devra plus se satisfaire des seuls échantillons proposés par les abattoirs.

Des outils comme VISIPEC permettent d'ores et déjà d'identifier les exploitations indirectes de la chaîne d'approvisionnement. Ces outils

techniques devront être intégrés à la politique du Groupe et mis en œuvre par tous ses fournisseurs sans exception sous peine de réduction de part de marché. Tant que la traçabilité totale n'est pas assurée, le groupe Casino doit s'abstenir de s'approvisionner auprès d'abattoirs qui se fournissent dans l'Amazonie légale.

En Colombie, Éxito/Casino doit **développer ses propres outils de traçabilité** afin d'exercer une vigilance sur tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement. Cela implique également de réaliser des changements radicaux dans la façon de s'approvisionner, notamment réduire le nombre d'intermédiaires.

• **Gérer la conformité des fournisseurs**

Afin d'identifier et résoudre les cas de non-conformité de façon réactive et proactive, un système d'alerte des fournisseurs en lien avec les alertes proposées par la société civile est mis en place afin de contrôler les pratiques des fermes directes ET indirectes. Ce système fait apparaître les cas de non-conformités et les réclamations en cours de façon publique sur un **Dashboard sur le site du groupe Casino**, comme ce qui est fait dans le secteur de l'huile de palme.

En cas de non-respect des engagements, le protocole du groupe Casino doit inclure un processus de suspension et d'exclusion des fournisseurs de la chaîne d'approvisionnement.

**Les fournisseurs du groupe Casino, et notamment JBS, doivent mettre au point un meilleur système de contrôle de leur chaîne d'approvisionnement.**





Les critères de conformité des fournisseurs aux engagements du Groupe ne doivent plus se fonder sur une obligation de moyens, mais sur une obligation de résultat. Cela implique un changement effectif dans les audits qui se sont montrés défailants.

De plus, le groupe Casino proposera de faire évaluer la chaîne d'approvisionnement par un comité de vérification externe afin d'évaluer la robustesse des différents audits.

Ce comité de vérification devra inclure la **société civile. Des audits complémentaires seront mis en place par le groupe Casino sur les abattoirs les plus à risque, notamment ceux mentionnés dans cette étude.**

Ceci doit être valable pour **tous les produits vendus par le Groupe, pour toutes les marques propres et un échantillonnage de marques nationales identifiées.**

Le groupe Casino informera par ailleurs les marques nationales vendues dans ses magasins du fait que seuls les produits **contrôlés conformément à leurs engagements** seront acceptés en magasin, comme c'est le cas actuellement pour Naturalia en France. Le groupe devra mettre en place un processus public d'évaluation des marques nationales.

Lorsque des non-conformités au regard de la politique du groupe Casino seront constatées chez certains fournisseurs, des mesures correctives et commerciales devront être envisagées et planifiées. Des actions sont donc

à prévoir à la vue des résultats présentés dans cette étude.

• **S'engager proactivement dans des initiatives de terrain de type juridiques, paysagères ou sectorielles pour aider à remplir les engagements pris et démontrer la conformité des produits vendus**

Le groupe Casino doit contribuer aux initiatives sectorielles, paysagères et juridiques afin de relever les principaux défis sociaux et environnementaux. Il est demandé, vu les impacts du Groupe sur la forêt et les populations autochtones, que soit **mis en place un nouveau projet de terrain d'au moins l'envergure de l'impact du groupe Casino** lié aux enjeux du secteur bovin et ce **en Colombie et un autre au Brésil**. Ces projets doivent être mis en œuvre et soutenus majoritairement par le groupe Casino. Des ONG seront impliquées dans le suivi de ces deux projets.

Les projets doivent être de nouveaux projets et avoir un objectif de transformation sur le terrain, autour du sylvopastoralisme, de la protection des forêts et de la protection des territoires autochtones. Ils doivent être au niveau de l'enjeu de l'empreinte du groupe dans le premier et le deuxième pays les plus diversifiés au monde.

**Leadership** : Le groupe Casino doit s'engager publiquement et activement sur la question des outils de traçabilité. Il doit notamment agir auprès du gouvernement brésilien en faveur de la **transparence totale des produits comme**

**celle des données des outils tels que le GTA** (Guia de Trânsito Animal). En effet, c'est le gouvernement qui a la clef pour débloquer cette problématique, mais le groupe Casino en tant qu'acteur majeur du secteur peut publiquement faire preuve de son influence.

En Colombie, il existe des accords à travers la table ronde sectorielle de l'élevage coordonnée par des acteurs institutionnels ainsi que des accords zéro déforestation de l'élevage. Éxito/Casino devra **participer activement et financièrement à la mise en place d'un système national de traçabilité.**

• **Réparer les dommages causés par le passé aux écosystèmes naturels, aux personnes ou aux communautés.**

Le Groupe doit s'engager à **réparer tout préjudice** perpétré par ses fournisseurs lorsque ceux-ci ont bafoué leurs engagements ou qu'ils ont nui aux droits de l'Homme ou de l'environnement. Un mécanisme efficace de réclamation publique doit être mis en place pour faciliter l'accès à la réparation.

## D. RENDRE COMPTE PUBLIQUEMENT DES PROGRÈS EFFECTUÉS

Une plateforme publique sera lancée sur le site internet du groupe Casino, sur le modèle des dashboards présents dans d'autres matières premières à risque de déforestation.

• **Vérifier la conformité des fournisseurs de manière crédible**

Un suivi régulier de chaque engagement pris par le groupe Casino doit être effectué. Chaque engagement comprendra comme demandé par l'AFi des objectifs mesurables, des délais associés, des résultats attendus, ainsi qu'un mécanisme de réduction des activités ou une procédure d'exclusion si nécessaire. La méthodologie devra être appropriée afin d'évaluer les résultats sociaux, environnementaux et d'utilisation des sols liés aux engagements. **Les rapports de vérification doivent être rendus publics** et un consortium de parties prenantes indépendantes (issues du comité) doit être réuni et informé des résultats obtenus dans les délais fixés.

• **Rendre compte des progrès et des résultats liés aux engagements du Groupe**

**Les progrès et les résultats liés à la mise en œuvre des engagements du Groupe seront rendus publics chaque semestre.** L'objectif du Groupe doit être d'atteindre zéro-déforestation et zéro-conversion dans les **meilleurs délais et dans tous les cas avant 2022**. Ces publications doivent se référer à des définitions communes et à des bonnes pratiques afin de transmettre des informations précises et vérifiables. Les déclarations du Groupe concernant les progrès ou les performances seront étayées par une vérification crédible et indépendante (tierce-partie issue du comité également).



## VIII. CONCLUSION

Le groupe Casino est censé avoir mis en place un plan pour « identifier les risques et (...) prévenir les atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ainsi que l'environnement, résultant des activités de la société et de celles des sociétés qu'elle contrôle au sens du II de l'article L. 233-16, directement ou indirectement, ainsi que des activités des sous-traitants ou fournisseurs avec lesquels est entretenue une relation commerciale établie, lorsque ces activités sont rattachées à cette relation ».

Avec l'augmentation de la déforestation, des feux et des invasions de terres autochtones en Colombie et au Brésil, le groupe Casino ne peut plus se cacher derrière ses engagements français et ses bons résultats de ventes en bio. Les filiales du groupe Casino en Amérique du Sud sont désormais devant la France en termes de chiffre d'affaire. Communiquer ses engagements en France ne compense pas les impacts considérables que le groupe Casino génère dans les deux pays avec le plus de biodiversité du monde. « Nourrir un monde de diversité », c'est aussi maintenir la biodiversité et les forêts de la planète.

Envol Vert a mis en exergue 4 cas de déforestation illégale au Brésil, en Amazonie et dans le Cerrado, impliquant 52 produits vendus en rayon et aussi dans les étals de boucher de deux magasins. Ces enquêtes ont été réalisées sur un échantillon composé d'environ 1% des magasins du groupe Casino au Brésil. De nombreuses autres enquêtes le confirment,

**en n'intégrant pas les fermes indirectes et en déléguant la surveillance des fermes directes aux abattoirs, la déforestation entre massivement dans les rayons de viande de bœuf au Brésil.**

En Colombie, le constat est encore plus inquiétant : alors que le pays dispose d'un très faible niveau de traçabilité, le groupe Casino ne mène aucune politique de prévention pour lutter contre la déforestation associée à sa chaîne d'approvisionnement en bœuf.

C'est pourquoi Envol Vert demande au groupe Casino, 1er distributeur au Brésil et en Colombie, de stopper sans plus attendre son double jeu. Il est grand temps que l'image engagée en France soit accompagnée de mesures réelles et efficaces pour protéger les forêts et la biodiversité en Amérique du Sud. Le groupe Casino doit mettre en place :

- Une **politique zéro déforestation robuste** (Non déforestation, Non-Peat, Non-Exploitation) afin d'atteindre zéro déforestation dans leur chaîne d'approvisionnement avant 2022. Cette politique s'appliquera à l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement du bœuf (frais, marques propres, marques nationales, et produits transformés) dans **toute l'Amérique du Sud**. L'ensemble de la politique doit être décrite dans le plan de vigilance, inclure la Colombie et le biome du Cerrado.
- Une **intégration immédiate des fermes indirectes** dans la politique et la mise en place de dates de référence spécifiques pour chaque écosystème concerné.
- L'obligation pour le groupe Casino de ne s'approvisionner qu'auprès **d'abattoirs qui intègrent un outil de surveillance (vérifié par des tierces parties reconnues) de 100% des**

**fermes directes et indirectes**, qui partage publiquement l'origine de leur viande, les détails des audits ainsi que leur méthodologie. Les audits devant être focalisés sur les résultats.

- La mise en place d'un **contrôle additionnel commandité par le groupe Casino sur les audits réalisés par les abattoirs couplé d'un mécanisme de réclamation public sur les pratiques des abattoirs et des fermes.**

- Le lancement d'un **dashboard public sur les approvisionnements en bœuf** qui inclurait le protocole de réclamation en cours (impliquant la possibilité d'arrêter les relations commerciales), les abattoirs d'origine, l'origine du bœuf et la procédure de remédiation.

- La mise en place d'ici fin 2020 de deux nouveaux projets de terrain de protection des forêts et de développement des alternatives à la déforestation au Brésil et en Colombie avec un niveau d'ambition correspondant au niveau des dégâts environnementaux et sociaux causés.

- Le groupe Casino devra mettre en place un **comité constitué de tierces parties, dont la société civile, qui sera informé régulièrement** afin de s'assurer de la robustesse du processus et de la mise en place des actions jusqu'à 2022.

Ce rapport a mis en avant les effets néfastes du « blanchiment de vaches » ainsi que le rôle prépondérant des fournisseurs indirects dans la déforestation. Il existe déjà des solutions permettant de tracer les animaux jusqu'aux fermes indirectes, mais celles-ci doivent être implémentées à grande échelle et fortement soutenues.

C'est pourquoi Envol Vert demande en outre au groupe Casino de **promouvoir et soutenir publiquement l'utilisation de ces outils** au sein de l'as-

sociation des supermarchés du Brésil (ABRAS) et promouvoir **la transparence des données** utiles à la traçabilité (Guia de Trânsito Animal) des fermes jusqu'aux produits finis auprès du gouvernement brésilien actuel et des gouvernements des différents États de l'Amazonie.

En Colombie, le groupe Casino doit **soutenir avec une équipe et des fonds dédiés la mise en place d'une traçabilité robuste pour le secteur du bœuf.**

Enfin, avec la loi française du devoir de vigilance des sociétés mères (2017), les ONG, les syndicats, les communautés et victimes ont maintenant accès à un nouvel outil légal afin de demander des comptes aux responsables français de dommages environnementaux ou humains dans le monde. Le présent rapport pourrait provoquer son utilisation au regard des informations identifiées.

Envol Vert demande au gouvernement que cette loi soit à la hauteur des attentes de la société civile quant à la responsabilisation des entreprises françaises.

De nouvelles législations ambitieuses et contraignantes sont à mettre en place, notamment autour du devoir de vigilance au niveau européen. Il doit s'appliquer à toutes les entreprises ayant un impact potentiellement négatif selon le seul critère de l'utilisation d'une matière première à risque, de façon directe et indirecte.

Des signes positifs de changement apparaissent, comme la décision de l'Union Européenne de protéger la biodiversité du vieux continent. Cependant, et encore plus après cette pandémie liée à la dégradation des écosystèmes, il est grand temps que les États et les entreprises prennent leurs responsabilités et protègent ce qu'il reste des forêts et de la biodiversité.



## IX. REMERCIEMENTS

**D**urant l'année d'investigation et de travail sur cette campagne, Envol Vert a travaillé avec de nombreux partenaires, bénévoles et associations. Envol Vert souhaite ici les remercier chaleureusement pour leur aide et leur confiance dans ce projet. Nos remerciements vont à la fois à ceux que l'on peut citer et ceux que l'on ne peut pas citer pour des raisons de protection des sources et de sécurité.

Tout d'abord, Envol Vert remercie ses partenaires sur le terrain au Brésil, en particulier l'équipe de Reporter Brasil et Instituto Centro da Vida, pour leurs efforts et leur implication dans cette campagne. Leur connaissance précise du fonctionnement et des problématiques liés à la chaîne de bœuf au Brésil ont permis d'enrichir ce rapport.

Envol Vert remercie aussi l'équipe de Aidenvironment qui fait partie de Chain Reaction Research pour leurs conseils, leurs expériences et leur aide sur les outils d'analyse des différents cas recensés.

En Colombie, Envol Vert souhaite remercier particulièrement la fondation Ecosocial pour ses connaissances de la filière et la mise à disposition de leurs ressources.

L'équipe de Canopée a permis de développer les visuels de campagne et a appuyé Envol Vert sur le rapport et l'investigation. D'autres donateurs ont aussi permis de financer l'investigation au Brésil.

Finalement, Envol Vert souhaite remercier très chaleureusement toute l'équipe de bénévoles et de volontaires de l'association ayant participé à ce projet : Emilie Bechat, Audrey Benard, Matthew Carr, Steve Duhamel, Elie Favrichon, Aurore Fournier, Véronique Ginoux, Flora Goldgran, Olivier Guichardon, Marine Humbert, Carine Kindarji, Solène Outters, Boris Patentreger, Deidamia Pelé, Abbes Rabaa, Daisy Tarrier, Laura Van der Ven, Sarah Waïche et Sarah Wolf.

Leur aide a été indispensable, leur temps et motivation ainsi que pour leur soutien depuis le début pour réaliser cette investigation donne du sens pour notre association.

Une grande majorité de ces personnes ont réalisé ce travail de façon bénévole pour répondre au slogan de l'association Envol Vert : **La forêt nous rend service rendons le lui !**

## X. RÉFÉRENCES

- ABIEC, 2020. BEEF REPORT. (online: <http://abiec.com.br/en/publicacoes/beef-report-2020-2/>).
- ABRAS, 2019. SuperHiper - Conteúdo que Transforma. (online: <http://superhiper.abras.com.br/pdf/244.pdf>).
- Accountability Framework Initiative, 2016. About the Accountability Framework initiative, Accountability Framework. (online: <http://accountability-framework.org/the-initiative/>).
- Alesky, O., 2018. La grande distribution peut-elle revitaliser les centres-villes ?, Les Echos, 2 May. (online: <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/la-grande-distribution-peut-elle-revitaliser-les-centres-villes-132284>).
- Alkemade, R., van Oorschot, M., Miles, L., Nellemann, C., Bakkenes, M., ten Brink, B., 2009. GLOBIO3: A Framework to Investigate Options for Reducing Global Terrestrial Biodiversity Loss, *Ecosystems*, 12, 3, 374–390. doi: 10.1007/s10021-009-9229-5.
- Asher, C., 2019. Brazil's New Forest Code puts vast areas of protected Amazon forest at risk. (online: <https://news.mongabay.com/2019/03/brazils-new-forest-code-puts-vast-areas-of-protected-amazon-forest-at-risk/>).
- Bader, C., 2010. Carrefour, Casino... bataille d'épiciers en centre-ville, *Capital.fr*. (online: <https://www.capital.fr/entreprises-marches/carrefour-casino-bataille-d-epiciers-en-centre-ville-551148>).
- Barreto, P., Pereira, R., 2017. WILL MEAT-PACKING PLANTS HELP HALT DEFORESTATION IN THE AMAZON?, p. 162.
- Beretz, C., 2019. Violence against indigenous peoples explodes in Brazil, *Mongabay Environmental News*, 17 October. (online: <https://news.mongabay.com/2019/10/violence-against-indigenous-peoples-explodes-in-brazil/>).
- Bowman, M. S., Soares-Filho, B. S., Merry, F. D., Nepstad, D. C., Rodrigues, H., Almeida, O. T., 2012. Persistence of cattle ranching in the Brazilian Amazon: A spatial analysis of the rationale for beef production, *Land Use Policy*, 29, 3, 558–568. doi: 10.1016/j.landusepol.2011.09.009.
- Brandford, S., Borges, T., 2019. Bolsonaro's Brazil: 2019 brings death by 1,000 cuts to Amazon — part one, *Mongabay Environmental News*. (online: <https://news.mongabay.com/2019/12/bolsonaros-brazil-2019-brings-death-by-1000-cuts-to-amazon-part-one/>).
- Burkmar, D. R., Bell, D. C., Bridge, M., 2015. Drivers of Biodiversity Loss, 37.
- Butler, R. A., 2020. Amazon Destruction, *Mongabay*. (online: [https://rainforests.mongabay.com/amazon/amazon\\_destruction.html](https://rainforests.mongabay.com/amazon/amazon_destruction.html)).
- Campos, A., Barros, C. J., 2020a. Amazônia: como criadores de gado driblam acordo com MPF e incentivam desmatamento, *Repórter Brasil*. (online: <https://reporterbrasil.org.br/2020/06/amazonia-como-criadores-de-gado-driblam-acordo-com-mpf-e-incentivam-desmatamento/>).
- Campos, A., Barros, C. J., 2020b. Desmatamento no Cerrado: controle feito por frigoríficos é pior do que na Amazônia, *Repórter Brasil*. (online: <https://reporterbrasil.org.br/2020/06/desmatamento-no-cerrado-controle-feito-por-frigorificos-e-pior-do-que-na-amazonia/>).
- Campos, A., Barros, C. J., 2020c. O 'Boi pirata' criado em terra indígena e a conexão com frigoríficos Marfrig, Frigol e Mercúrio, *Repórter Brasil*. (online: <https://reporterbrasil.org.br/2020/06/boi-pirata-criado-em-terra-indigena-e-a-conexao-com-frigorificos-marfrig-frigol-mercúrio/>).
- Carrefour Group, 2020. Group | Carrefour Group. (online: <https://www.carrefour.com/en/group>).
- Ceballos, G., Ehrlich, P. R., Barnosky, A. D., García, A., Pringle, R. M., Palmer, T. M., 2015. Accelerated modern human-induced species losses: Entering the sixth mass extinction, *Science Advances*, 1, 5, e1400253. doi: 10.1126/sciadv.1400253.
- Cohn, A. S., Mosnier, A., Havlík, P., Valin, H., Herrero, M., Schmid, E., O'Hare, M., Obersteiner, M., 2014. Cattle ranching intensification in Brazil can reduce global greenhouse gas emissions by sparing land from deforestation, *Proceedings of the National Academy of Sciences*, National Academy of Sciences, 111, 20, 7236–7241. doi: 10.1073/pnas.1307163111.
- Curtis, P. G., Slay, C. M., Harris, N. L., Tyukavina, A., Hansen, M. C., 2018. Classifying drivers of global forest loss, *Science*, American Association for the Advancement of Science, 361, 6407, 1108–1111. doi: 10.1126/science.aau3445.
- Estado de Mato Grosso, 2005. Loi complémentaire n° 233 du 21/12/2005 - Etat - Mato Grosso - LegisWeb. (online: <https://www.legisweb.com.br/legislacao/?id=132392>).



Etter, A., McAlpine, C., Pullar, D., Possingham, H., 2006. Modelling the conversion of Colombian lowland ecosystems since 1940: Drivers, patterns and rates, *Journal of Environmental Management*, 79, 1, 74–87. doi: 10.1016/j.jenvman.2005.05.017.

Faggin, J., Christopoulou, A., Piotrowski, M., 2019. GPA's Beef Supply Chain Exposed to Deforestation Risks, 16.

FAO, 2011. Cattle Ranching and Deforestation. (online: <http://www.fao.org/3/a-a0262e.pdf>).

Fearnside, P., 2005. Deforestation in Brazilian Amazonia: History, Rates, and Consequences, *Conservation Biology*, 19, 680–688. doi: 10.1111/j.1523-1739.2005.00697.x.

Fearnside, P. M., 2020. Brazil's 'land-grabbers law' threatens Amazonia (commentary), *Mongabay Environmental News*. (online: <https://news.mongabay.com/2020/05/brazils-land-grabbers-law-threatens-amazonia-commentary/>).

FEDEGAN, 2020. Fedegan | Federación Colombiana de Ganaderos. (online: <https://www.fedegan.org.co/>).

Ferrari, G., 2018. RELATÓRIO ATIVIDADES DO ESTÁGIO OBRIGATÓRIO, p. 31.

Forest 500, 2019a. Annual report - The

companies getting it wrong on deforestation. (online: [https://forest500.org/sites/default/files/forest500\\_annualreport2019\\_final\\_0.pdf](https://forest500.org/sites/default/files/forest500_annualreport2019_final_0.pdf)).

Forest 500, 2019b. Casino Guichard Perrachon S.A. | Forest 500. (online: <https://forest500.org/rankings/companies/casino-guichard-perrachon-sa>).

Front Lines Defenders, 2019. FRONT LINE DEFENDERS GLOBAL ANALYSIS 2019. (online: [https://www.frontlinedefenders.org/sites/default/files/global\\_analysis\\_2019\\_web.pdf](https://www.frontlinedefenders.org/sites/default/files/global_analysis_2019_web.pdf)).

Fundacion Natura Colombia, CDP, 2018. Retos del nuevo gobierno para reducir la deforestación asociada a la ganadería en Colombia y sus recomendaciones para el Plan Nacional de Desarrollo 2018-2022. (online: [https://6fef-cbb86e61af1b2fc4-c70d8ead6ce-d550b4d987d7c03fcdd1d.ssl.cf3.rackcdn.com/cms/reports/documents/000/004/038/original/Policy\\_Brief\\_Colombia\\_Nov18\\_web.pdf?1548853214](https://6fef-cbb86e61af1b2fc4-c70d8ead6ce-d550b4d987d7c03fcdd1d.ssl.cf3.rackcdn.com/cms/reports/documents/000/004/038/original/Policy_Brief_Colombia_Nov18_web.pdf?1548853214)).

Gibbs, H. K., Munger, J., L'Roe, J., Barreto, P., Pereira, R., Christie, M., Amaral, T., Walker, N. F., 2016. Did Ranchers and Slaughterhouses Respond to Zero-Deforestation Agreements in the Brazilian Amazon?, *Conservation Letters*, 9, 1, 32–42. doi: 10.1111/conl.12175.

Global Forest Watch, 2020a. About GFW | Global Forest Watch. (online: <https://www.globalforestwatch.org/about>).

Global Forest Watch, 2020b. Forest Monitoring Designed for Action | Global Forest Watch. (online: <https://www.globalforestwatch.org/>).

Gouvernement Français, 2017. LOI n° 2017-399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre, 2017-399.

Governo brasileiro, 2012. Lei n°12.651. (online: [http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/\\_ato2011-2014/2012/lei/l12651.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato2011-2014/2012/lei/l12651.htm)).

GPA, 2016. responsible-beef-sourcing-policy. (online: <https://www.gpabr.com/wp-content/uploads/2017/09/responsible-beef-sourcing-policy.pdf>).

GPA, 2017. GPA\_SustainabilityReport\_2017\_ENG-1.pdf. (online: [https://www.gpabr.com/wp-content/uploads/2018/06/GPA\\_SustainabilityReport\\_2017\\_ENG-1.pdf](https://www.gpabr.com/wp-content/uploads/2018/06/GPA_SustainabilityReport_2017_ENG-1.pdf)).

GPA, 2018. GPA-Annual Sustainability Report. (online: <https://www.gpabr.com/wp-content/uploads/2019/05/GPA-ASR-2018.pdf>).

GPA, 2020. GPA Institucional - Multivarejo. (online: <https://www.gpabr.com/en/business-and-brands/business/multivarejo/>).

Greenpeace, 2009. Minimum Criteria for Industrial Scale Cattle Operations in the Brazilian Amazon Biome, 3.

Greenpeace, 2015. Grilling Away the Amazon. (online: [https://wayback.archive-it.org/9650/20200417073606/http://p3-raw.greenpeace.org/international/Global/denmark/Landbrug%20GMO/reports%20and%20documents/2015/Greenpeace%20Report\\_Grilling%20away%20the%20Amazon\\_November%202015\\_EN%20FINAL.pdf](https://wayback.archive-it.org/9650/20200417073606/http://p3-raw.greenpeace.org/international/Global/denmark/Landbrug%20GMO/reports%20and%20documents/2015/Greenpeace%20Report_Grilling%20away%20the%20Amazon_November%202015_EN%20FINAL.pdf)).

Groupe Casino, 2018. Rapport d'Activité-Casino-2018. (online: <https://www.groupe-casino.fr/wp-content/uploads/2019/05/RA-Casino-2018.pdf>).

Groupe Casino, 2019a. Document D'enregistrement Universel 2019. (online: [https://www.groupe-casino.fr/wp-content/uploads/2020/04/CASINO\\_URD\\_2019\\_VF\\_2904.pdf](https://www.groupe-casino.fr/wp-content/uploads/2020/04/CASINO_URD_2019_VF_2904.pdf)).

Groupe Casino, 2019b. Rapport-dacti-vite-groupe-Casino-2019. (online: <https://www.groupe-casino.fr/wp-content/uploads/2020/06/Rapport-dacti-vite-groupe-Casino-2019.pdf>).

Groupe Casino, 2020a. Banners and activities, Groupe Casino. (online: <https://www.groupe-casino.fr/en/group/activities/>).

Groupe Casino, 2020b. Le groupe Casino

primé à cinq reprises au Grand Prix ESSEC du Commerce Responsable, Groupe Casino. (online: <https://www.groupe-casino.fr/le-groupe-casino-prime-a-cinq-reprises-au-grand-prix-essec-du-commerce-responsable/>).

Groupe Casino, 2020c. L'histoire du groupe Casino. (online: <https://www.histoire.groupe-casino.fr/>).

Groupe Casino, 2020d. Présentation - Groupe Casino, Groupe Casino. (online: <https://www.groupe-casino.fr/groupe/presentation/>).

GRSB, 2018. GRSB Sustainability Report 2018, 30.

Grupo Éxito, 2017. En exclusiva Carulla comercializará la primera carne sostenible en Colombia certificada Rainforest Alliance. Un hito para la historia de la ganadería del país., 14 November. (online: <https://www.grupoexito.com.co/es/noticias-grupo-exito/en-exclusiva-carulla-comercializara-la-primera-carne-sostenible-en-colombia-certificada-rainforest-alliance-un-hito-para-la-historia-de-la-ganaderia-del-pais>).

Grupo Éxito, 2018. Informe\_de\_sostenibilidad\_grupo\_exito\_2018. (online: [https://www.grupoexito.com.co/es/11.informe\\_de\\_sostenibilidad\\_grupo\\_exito\\_2018.pdf](https://www.grupoexito.com.co/es/11.informe_de_sostenibilidad_grupo_exito_2018.pdf)).

Grupo Éxito, 2019. presentacion\_corpora-

tiva\_grupo\_exito\_2019.pdf. (online: [https://www.grupoexito.com.co/es/presentacion\\_corporativa\\_grupo\\_exito\\_2019.pdf](https://www.grupoexito.com.co/es/presentacion_corporativa_grupo_exito_2019.pdf)).

GTPS, 2017. GIPS - Guia de Indicadores de Pecuária Sustentável. (online: <https://gips.org.br/>).

Hurowitz, G., Jacobson, M., Higonet, E., von Reusner, L., 2019. Ces sociétés qui brûlent la forêt amazonienne. (online: <http://stories.mightyearth.org/amazonfiresfrench/>).

Ibama, 2020a. Autos de infração - Ibama. (online: <http://dadosabertos.ibama.gov.br/dataset/autos-de-infracao>).

Ibama, 2020b. Consulta de Autuações Ambientais e Embargos. (online: <https://servicos.ibama.gov.br/ctf/publico/areasembargadas/ConsultaPublicaAreasEmbargadas.php>).

Ibama, 2020c. Termos de embargo - Ibama. (online: <http://dadosabertos.ibama.gov.br/dataset/termos-de-embargo>).

Iniciativa Interreligiosa para los Bosques Tropicales, 2019. Colombia una cartilla sobre la deforestacion para lideres religiosos y comunidades religiosas. (online: [https://faithsforforests.com/wp-content/uploads/2019/09/Spanish\\_Interfaith\\_CountryPrimer\\_Colombia\\_v2.pdf](https://faithsforforests.com/wp-content/uploads/2019/09/Spanish_Interfaith_CountryPrimer_Colombia_v2.pdf)).

INPE, 2018. Projeto Monitoramento do Cerrado - FIP FM Cerrado. (online: <http://>

[cerrado.obt.inpe.br/](http://cerrado.obt.inpe.br/)).

INPE, 2020a. PRODES - Coordenação-Geral de Observação da Terra. (online: <http://www.obt.inpe.br/OBT/assuntos/programas/amazonia/prodes>).

INPE, 2020b. Situação atual - Programa Queimadas - INPE. (online: <http://queimadas.dgi.inpe.br/queimadas/portal-static/situacao-atual/>).

Instituto Socioambiental, 2019. ISA mostra Terras Indígenas mais afetadas por incêndios na Amazônia brasileira, ISA - Instituto Socioambiental. (online: <https://www.socioambiental.org/pt-br/noticias-socioambientais/isa-mostra-terras-indigenas-mais-afetadas-por-incendios-na-amazonia-brasileira>).

Institut Humboldt, 2017. Biodiversidad colombiana: números para tener en cuenta. (online: <http://www.humboldt.org.co/es/boletines-y-comunicados/item/1087-biodiversidad-colombiana-numero-tener-en-cuenta>).

Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística, 2020. IBGE | Portal do IBGE | IBGE. (online: <https://www.ibge.gov.br/pt/inicio.html>).

Instituto Colombiano Agropecuario - ICA, 2020. Censo Pecuário. (online: <https://www.ica.gov.co/areas/pecuaria/servicios/epidemiologia-veterinaria/censos-2016/censo-2018>).

JBS, 2013. TAC - JBS.

JBS, 2019. WHO WE ARE, JBS - Alimentamos o mundo com o que há de melhor, 31 October. (online: <https://jbs.com.br/en/about/who-we-are/>).

Kuepper, B., Piotrowski, M., Steinweg, T., 2018. Cattle-Driven-Deforestation-in-Brazil-1.pdf. (online: <https://chainreactionresearch.com/wp-content/uploads/2018/09/Cattle-Driven-Deforestation-in-Brazil-1.pdf>).

Lima, V. M. B., Bornstein, C. T., Cukierman, H. L., Hoff, J., 2006. The Brazilian bovine traceability system - a critical appraisal, Estudos Sociedade e Agricultura, 2, se. doi: 10.1590/S1413-05802006000200003.

Locatelli, P., Aranha, A., 2017. JBS comprado de áreas desmatadas ilegalmente e leva multa de R\$24 milhões, Repórter Brasil, 22 March. (online: <https://reporterbrasil.org.br/2017/03/jbs-compra-gado-de-areas-desmatadas-ilegalmente-e-leva-multa-de-r24-milhoes/>).

Luche, E., Van Haaren, B., Laporte, A., Bony, S., Patentreger, B., 2013. Rapport-Cuir-Tanne-Foret.pdf. (online: <http://envol-vert.org/wp-content/uploads/2013/01/Rapport-Cuir-Tanne-Foret.pdf>).

Manifesto do Cerrado, 2017. ManifestoDoCerrado\_11Setembro2017. (online: [https://ipam.org.br/wp-content/uploads/2017/09/ManifestoDoCerrado\\_11Setembro2017\\_](https://ipam.org.br/wp-content/uploads/2017/09/ManifestoDoCerrado_11Setembro2017_)



AtualizadoOutubro.pdf).

MAPBIOMA, 2017. Mapbiomas Brasil. (online: <https://mapbiomas.org/>).

Marfrig, 2010. TAC - MARFRIG.

Marfrig, 2020. Íntegra das respostas para a reportagem sobre gado criado em terra indígena, Repórter Brasil, 8 June. (online: <https://reporterbrasil.org.br/2020/06/integra-das-respostas-para-a-reportagem-sobre-gado-criado-em-terra-indigena/>).

McManus, C., Barcellos, J. O. J., Formenton, B. K., Hermuche, P. M., Jr, O. A. de C., Guimarães, R., Gianezini, M., Dias, E. A., Lampert, V. do N., Zago, D., Neto, J. B., 2016. Dynamics of Cattle Production in Brazil, PLOS ONE, Public Library of Science, 11, 1, e0147138. doi: 10.1371/journal.pone.0147138.

Mighty Earth, 2019. Rapid-Response\_Soy-and-Cattle\_Report-1.pdf. (online: [http://www.mightyearth.org/wp-content/uploads/Rapid-Response\\_Soy-and-Cattle\\_Report-1.pdf](http://www.mightyearth.org/wp-content/uploads/Rapid-Response_Soy-and-Cattle_Report-1.pdf)).

Mighty Earth, 2020. Rapid Response - Mighty Earth. (online: <http://www.mightyearth.org/rapidresponse/>).

Ministère de la Transition écologique et solidaire, 2018. Stratégie Nationale de lutte

contre la déforestation importée (2018 - 2030). (online: [https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/2018.11.14\\_SNDI\\_0.pdf](https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/2018.11.14_SNDI_0.pdf)).

Ministério da Agricultura, Pecuária e Abastecimento, 2020. Plataforma de Gestao Agropecuaria. (online: <http://pga.agricultura.gov.br/sispga/webclient/consultaPublica.jsp>).

Ministerio do Meio Ambiente, 2014. INSTRUÇÃO NORMATIVA No 2/MMA. (online: [http://www.car.gov.br/leis/IN\\_CAR.pdf](http://www.car.gov.br/leis/IN_CAR.pdf)).

Mongabay, 2016. The top 10 most biodiverse countries, Mongabay Environmental News. (online: <https://news.mongabay.com/2016/05/top-10-biodiverse-countries/>).

Mongabay, 2019. Latin America saw most murdered environmental defenders in 2018, Mongabay Environmental News. (online: <https://news.mongabay.com/2019/08/latin-america-saw-most-murdered-environmental-defenders-in-2018/>).

MPF, 2009. PRM-REDENÇÃO-MANIFESTAÇÃO-235/2020. (online: <http://www.mpf.mp.br/pa/sala-de-imprensa/documentos/2020/multa-diarica-apyterewa.pdf>).

MPF, M. P. F., 2020. MPF pede multa diária para o governo federal enquanto não fizer a desintrusão da terra indígena Apyterewa (PA), MPF, 10 March. (online: <http://www.mpf.mp.br/pa/sala-de-imprensa/noti->

[cias-pa/mpf-pede-multa-diarica-para-o-governo-federal-enquanto-nao-fizer-a-desintrusao-da-terra-indigena-apyterewa](https://www.mpf.mp.br/pa/sala-de-imprensa/noticias-pa/mpf-pede-multa-diarica-para-o-governo-federal-enquanto-nao-fizer-a-desintrusao-da-terra-indigena-apyterewa)).

National Wildlife Federation, 2020. VI-SIPEC – This website provides information on Visipec, a new tool to enhance traceability and strengthen deforestation monitoring in the Brazilian cattle sector. (online: <https://www.visipec.com/>).

Naturalia, 2018. Ouverture du 4ème Naturalia Vegan. (online: <https://naturalia.fr/nouveau-naturalia-vegan-2018>).

Nepstad, D., McGrath, D., Stickler, C., Alencar, A., Azevedo, A., Swette, B., Bezerra, T., DiGiano, M., Shimada, J., Seroa da Motta, R., Armijo, E., Castello, L., Brando, P., Hansen, M. C., McGrath-Horn, M., Carvalho, O., Hess, L., 2014. Slowing Amazon deforestation through public policy and interventions in beef and soy supply chains, Science, 344, 6188, 1118–1123. doi: 10.1126/science.1248525.

Neves, P., no date. Au Brésil, un gros fournisseur de Carrefour et Casino mêlé à la déforestation en Amazonie, Mediapart. (online: <https://www.mediapart.fr/journal/international/250420/au-bresil-un-gros-fournisseur-de-carrefour-et-casino-mele-la-deforestation-en-amazone>).

New York Declaration on Forest, 2014. New York Declaration on Forests\_DAA.

Parigi, J., 2011. EXITO, l'allié à succès de Casino en Amérique latine, lsa-conso.fr. (online: <https://www.lsa-conso.fr/exito-l-allie-a-succes-de-casino-en-amerique-latine,123747>).

Pompougnac, V., 2018. Franchise alimentaire : des centaines de projets en 2018 chez Casino, Franchise Magazine, 26 April. (online: <https://www.franchise-magazine.com/news-franchise/distribution-alimentaire-casino-spar-vival-monoprix-avril-2018>).

PRODES (Desmatamento), 2020. TerraBrasilis. (online: <http://terra-brasilis.dpi.inpe.br/app/dashboard/deforestation/biomes/legam-amazon/increments>).

Rincon, M. C., 2019. Conmemoración anual al sector que aporta 1,6% al PIB nacional, los ganaderos. (online: <https://www.agronegocios.co/ferias/conmemoracion-anual-al-sector-que-aporta-16-al-pib-nacional-los-ganaderos-2915639>).

Schulte, I., Streck, C., Roe, S., 2019. NYDF Assessment Partners. (2019). Protecting and Restoring Forests: A Story of Large Commitments yet Limited Progress. (online: <https://forestdeclaration.org/images/uploads/resource/2019NYDFReport.pdf>).

Secretaria de Estado do Meio Ambiente, 2020. Sistema Integrado de Monitoramento e Licenciamento Ambiental. (online: <http://monitoramento.sema.mt.gov.br/simlam/>).

Semana sostenible, 2020. Las vacas están devorando la Amazonia colombiana, Las vacas que se están comiendo la Amazonia colombiana. (online: <https://sostenibilidad.semana.com/medio-ambiente/articulo/las-vacas-que-se-estan-comiendo-la-amazonia-colombiana/48829>).

SICAR, 2020. Sicar - Sistema Nacional de Cadastro Ambiental Rural. (online: <http://www.car.gov.br/#/consultar>).

Sicard, C., 2019. Biocoop, Leclerc... Les 10 enseignes de supermarché les plus écoresponsables selon les Français, Business Insider France. (online: <https://www.businessinsider.fr/biocoop-leclerc-les-10-enseignes-de-supermarche-les-plus-ecoresponsables-selon-les-francais/>).

Trase, 2020. TRASE. (online: <https://trase.earth/>).

USDA Foreign Agricultural Service, 2019. Brazil Retail foods. (online: [https://apps.fas.usda.gov/newgainapi/api/report/downloadreportbyfilename?filename=Retail%20Foods\\_Sao%20Paulo%20ATO\\_Brazil\\_7-3-2019.pdf](https://apps.fas.usda.gov/newgainapi/api/report/downloadreportbyfilename?filename=Retail%20Foods_Sao%20Paulo%20ATO_Brazil_7-3-2019.pdf)).

Vale, P., Gibbs, H., Vale, R., Christie, M., Florence, E., Munger, J., Sabaini, D., 2019. The Expansion of Intensive Beef Farming to the Brazilian Amazon, Global Environmental Change, 57, 101922. doi: 10.1016/j.gloenvcha.2019.05.006.

Viancha, J. C., Cabezas, D. M., Viancha, M. A., Kasprzyk, K., Walker, N., Sullivan, C., 2020. La trazabilidad como herramienta en la lucha Contra la Deforestacion : Un diagnostico de la trazabilidad en el sector de la ganaderia bovina colombiana, p. 55.

Weisse, M., Dow Goldman, E., 2019. The World Lost a Belgium-sized Area of Primary Rainforests Last Year | World Resources Institute. (online: <https://www.wri.org/blog/2019/04/world-lost-belgium-sized-area-primary-rainforests-last-year>).

World Resources Institute, 2020. Global Forest Watch | World Resources Institute. (online: <https://www.wri.org/our-work/project/global-forest-watch>).

WWF, 2018. Living planet report, Gland, Switzerland, WWF.

WWF, no date. Deforestation in the Amazon. (online: [https://wwf.panda.org/our\\_work/forests/deforestation\\_fronts2/deforestation\\_in\\_the\\_amazon/](https://wwf.panda.org/our_work/forests/deforestation_fronts2/deforestation_in_the_amazon/)).

Yale University, 2020. Cattle Ranching in the Amazon Region. (online: <https://globalforestatlas.yale.edu/amazon/land-use/cattle-ranching>).